



DPAM DBI-RDT B

Société Anonyme

Rapport Annuel

au 31 décembre 2017

Société d'Investissement à Capital Variable publique de droit belge
à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant
aux conditions prévues par la directive 2009/65/CE

Aucune souscription ne peut être acceptée sur la base du présent rapport. Les souscriptions ne sont valables que si elles ont été effectuées après la remise à titre gratuit des informations clés pour l'investisseur ou du prospectus.

SOMMAIRE

SECTION 1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SICAV	4
1.1. Organisation de la SICAV	4
1.2. Rapport de gestion	6
1.2.1. Informations aux actionnaires	6
1.2.2. Politique de rémunération	6
1.2.3. Vue d'ensemble des marchés	7
1.3. Rapport du commissaire	10
1.4. Rapport de Glass Lewis Gmbh sur l'exercice de droit de vote	14
1.5. Bilan globalisé	15
1.6. Compte de résultats globalisé	17
1.7. Résumé des règles de comptabilisation et d'évaluation	19
1.7.1. Résumé des règles	19
1.8. Taux de change	20
SECTION 2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT DPAM DBI-RDT B EQUITIES EMU	21
2.1. Rapport de gestion	21
2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	21
2.1.2. Cotation en bourse	21
2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	21
2.1.4. Gestion financière du portefeuille	21
2.1.5. Indice et benchmark	21
2.1.6. Politique suivie pendant l'exercice	21
2.1.7. Politique future	22
2.1.8. Indicateur synthétique de risque et de rendement	22
2.2. Bilan	23
2.3. Compte de résultats	25
2.4. Composition des actifs	27
2.5. Répartition géographique du portefeuille-titres	32
2.6. Répartition économique du portefeuille-titres	33
2.7. Changement dans la composition des actifs en EUR	34
2.8. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire	35
2.9. Performances	36
2.10. Frais courants	38
2.11. Notes aux états financiers et autres informations	38
2.11.1. Dividendes bruts payés au titre de l'exercice	38
2.11.2. Affectation des résultats	39
SECTION 3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT DPAM DBI-RDT B EQUITIES US	40
3.1. Rapport de gestion	40
3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	40
3.1.2. Cotation en bourse	40
3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	40
3.1.4. Gestion financière du portefeuille	40
3.1.5. Indice et benchmark	40
3.1.6. Politique suivie pendant l'exercice	41
3.1.7. Politique future	41
3.1.8. Indicateur synthétique de risque et de rendement	41
3.2. Bilan	42
3.3. Compte de résultats	44
3.4. Composition des actifs	46
3.5. Répartition géographique du portefeuille-titres	48
3.6. Répartition économique du portefeuille-titres	49

<i>3.7. Changement dans la composition des actifs en EUR</i>	50
<i>3.8. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire</i>	51
<i>3.9. Performances</i>	52
<i>3.10. Frais courants</i>	54
<i>3.11. Notes aux états financiers et autres informations</i>	54
<i>3.11.1. Dividendes bruts payés au titre de l'exercice</i>	54
<i>3.11.2. Affectation des résultats</i>	54

SECTION 1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SICAV

1.1. ORGANISATION DE LA SICAV

Siège social :

18 rue Guimard, 1040 Bruxelles

Date de constitution :

24 mars 1997

Conseil d'Administration de la SICAV :

Président :

- Monsieur Hugo Lasat, Administrateur, Président du Comité de Direction de Degroof Petercam Asset Management S.A.

Membres :

- Monsieur Yvon Lauret, Administrateur indépendant
- Monsieur Thomas Palmblad, Administrateur et membre du Comité de Direction de Degroof Petercam Asset Management S.A.
- Madame Caroline Tubeuf, Head of Legal and General Secretary, Degroof Petercam Asset Management S.A.
- Monsieur Philippe Deneff, Administrateur et membre du Comité de Direction de Degroof Petercam Asset Management S.A.
- Monsieur Martin Duchenne, Risk Manager - Degroof Petercam Asset Management S.A.
- Monsieur Peter Keunen, Dirigeant de Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A., succursale de Bruxelles

Personnes physiques chargées de la direction effective :

- Messieurs Philippe Deneff et Peter Keunen

Type de gestion :

SICAV ayant désigné la société de gestion d'organisme de placement collectif :

Société de gestion

Degroof Petercam Asset Management S.A. (en abrégé Degroof Petercam AM ou DPAM Société Anonyme)

Siège social : 18 rue Guimard à 1040 Bruxelles.

Composition du Conseil d'Administration de Degroof Petercam Asset Management S.A. :

- Monsieur Philippe Masset, Président du Conseil d'Administration
- Monsieur Benoît Daenen, Deputy Head Private Banking Banque Degroof Petercam
- Monsieur John Pauly, Administrateur de Degroof Petercam Asset Services S.A.
- Monsieur François Wohrer, CEO Banque Degroof Petercam France
- Monsieur Gautier Bataille de Longprey, Membre du CD Banque Degroof Petercam - Head of Investment Banking
- Monsieur Eric Nols, Administrateur non-exécutif
- Monsieur Jean-Baptiste de Franssu, Administrateur indépendant
- Monsieur Laurent De Meyere, Administrateur indépendant
- Monsieur Hugo Lasat, Président du Comité de direction
- Monsieur Peter De Coensel, Membre du Comité de direction
- Monsieur Philippe Deneff, Membre du Comité de direction
- Monsieur Guy Lermينياux, Membre du Comité de direction
- Monsieur Tomás Murillo, Membre du Comité de direction
- Monsieur Thomas Palmblad, Membre du Comité de direction
- Monsieur Vincent Planche, Membre du Comité de direction
- Monsieur Johan Van Geeteruyen, Membre du Comité de direction

Composition du Comité de Direction et personnes physiques chargées de la direction effective :

- Monsieur Hugo Lasat, Président du Comité de direction
- Monsieur Peter De Coensel
- Monsieur Philippe Deneff
- Monsieur Guy Lermينياux
- Monsieur Tomás Murillo
- Monsieur Thomas Palmblad
- Monsieur Vincent Planche
- Monsieur Johan Van Geeteruyen

Commissaire :

KPMG Réviseurs d'entreprises, SC s.f.d. SCRL, représentée par Monsieur Erik Clinck, Luchthaven Brussel Nationaal 1K, 1930 Zaventem

Commissaire de la SICAV :

KPMG, Luchthaven Brussel Nationaal 1K, 1930 Zaventem
Société de réviseurs agréée, représentée par Monsieur Peter Coox, Commissaire

Groupe financier promoteur :

Groupe Degroof Petercam

Dépositaire de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.
44 rue de l'Industrie, 1040 Bruxelles

Gestion administrative et comptable :

Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. Succursale de Bruxelles
19 rue Guimard, 1040 Bruxelles

Service(s) financier(s) de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.
44 rue de l'Industrie, 1040 Bruxelles

Distributeur(s) :

Degroof Petercam Asset Management S.A.
18 rue Guimard, 1040 Bruxelles

Liste des compartiments commercialisés par la SICAV :

DPAM DBI-RDT B Equities EMU

Classe "R" : actions de distribution qui bénéficient du régime RDT (revenus définitivement taxés) offertes au public.

Classe "S" : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe R par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs institutionnels ou professionnels, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, (iii) une commission de gestion différente et (iv) une taxe annuelle différente.

DPAM DBI-RDT B Equities US

Classe "R" : actions de distribution qui bénéficient du régime RDT (revenus définitivement taxés) offertes au public.

Classe "S" : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe R par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, (iii) une commission de gestion différente et (iv) une taxe annuelle différente.*

**les "investisseurs éligibles" sont les investisseurs au sens de l'article 5, de la Loi du 3 août 2012, à savoir les clients professionnels visés à l'annexe A de l'arrêté royal du 3 juin 2007 portant les règles et modalités visant à transposer la Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) ainsi que les contreparties éligibles au sens de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal du 3 juin 2007 susmentionné et les personnes morales qui ne sont pas considérées comme des investisseurs professionnels et qui ont demandé à être inscrites au registre des investisseurs éligibles auprès de la FSMA.*

1.2. RAPPORT DE GESTION

1.2.1. Informations aux actionnaires

Les statuts de la Société d'Investissement à Capital Variable de droit belge DPAM DBI-RDT B sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles où toute personne intéressée peut les consulter ou en obtenir une copie. Ils peuvent également être obtenus sur simple demande adressée auprès de la Banque Degroof Petercam S.A., 44 rue de l'Industrie à 1040 Bruxelles. Ils font partie intégrante du prospectus d'émission.

Les rapports semestriels et annuels peuvent être obtenus auprès de la Banque Degroof Petercam S.A., qui assure le service financier et au siège social de la Société.

Les valeurs nettes d'inventaire sont journalières pour les compartiments DPAM DBI-RDT B Equities EMU, tandis que pour le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities US, la valeur d'inventaire est calculée chaque mardi. Les valeurs nettes d'inventaire sont publiées sur les sites <https://degroofpetercam.com> et www.beama.be. Cette information est également disponible aux guichets des institutions assurant le service financier.

En outre, une évaluation au 30 juin et au 31 décembre de chaque année sera faite. En date du 19 octobre 2017, le Conseil d'Administration du fonds a décidé de changer la date de clôture du fonds du 31 mars au 31 décembre de chaque année. Ce rapport couvre la période du 01 avril 2017 au 31 décembre 2017

1.2.2. Politique de rémunération

- Montant total des rémunérations pour l'exercice

	Total payé par la société de gestion et l'OPC à son personnel	Nombre de bénéficiaires	Autre montant payé directement par l'OPC	Commissions de performances
Rémunérations fixes*	EUR 9 864 444	129	/	/
Rémunération variables	EUR 4 292 936	121	/	/

*compensation fixe incluse

- Montant agrégé des rémunérations

Personnel identifié*	EUR 7 931 000
Gestionnaires de portefeuille**	EUR 4 184 699

*UCITD, AIFM

**personnel ayant la fonction de « Fund Manager »

- Description de la manière dont les rémunérations et les avantages ont été calculés

Ces informations sont disponibles dans la politique de rémunération établie par Degroof Petercam Asset Management. La politique de rémunération est disponible via le site <https://www.degroofpetercam.be> (onglet 'Remuneration policy').

- Résultats des examens sur la revue annuelle par la société de gestion des principes généraux de la politique de rémunération et de leur mise en œuvre

La revue annuelle de la politique de rémunération a mené à l'adoption d'une nouvelle politique de rémunération comme mentionné au point suivant.

- Modification importante de la politique de rémunération adoptée

Le Conseil d'Administration de la société de gestion a approuvé en date du 14 février 2017 une nouvelle politique de rémunération qui est entrée en application en mars 2017. Les détails de la politique de rémunération actualisée, y compris la composition du comité de rémunération sont accessibles via le site <https://www.degroofpetercam.be> (onglet 'Remuneration policy').

1.2.3. Vue d'ensemble des marchés

L'accélération de la relance économique mondiale a dépassé les prévisions au cours de l'année. C'est en Europe que les surprises économiques positives furent particulièrement fortes, où la dynamique économique s'est poursuivie tandis que la relance s'étendait. Les États-Unis ont commencé l'année sur une note plus faible, qui s'est révélée n'être que temporaire. L'inflation sous-jacente, quant à elle, est restée modérée dans les deux régions. C'est pourquoi les politiques monétaires sont restées accommodantes, même si la Fed poursuit son approche de hausses progressives avec, en mars, une hausse jusqu'à la fourchette de 0,75% - 1%. Les surprises économiques de la zone euro ont poussé la monnaie unique à des niveaux plus élevés. Un affaiblissement caché de l'économie, ainsi que des facteurs structurels et temporels, a maintenu l'inflation à de faibles niveaux durant toute la période. Les perspectives de croissance stable, l'absence de volatilité financière et le déclin progressif de l'incertitude politique, qui se situait à des niveaux très élevés, ont convaincu la Fed de procéder à une nouvelle hausse des taux en juin. Les événements politiques n'ont pas réussi à compromettre la croissance internationale. Les élections françaises organisées en mai ont connu une issue propice pour le marché. Les tensions que connaît la péninsule coréenne ont régulièrement repris vigueur au cours de la période, mais sans affecter la situation économique. Les élections allemandes ont donné à la chancelière un nouveau mandat pour constituer une coalition, ce qui s'est révélé compliqué, et le référendum en Catalogne a remis la question de l'indépendance à l'avant-plan de l'agenda politique. Dans le même temps, les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni ont conclu un accord sur la phase 1 des discussions relatives au Brexit, montrant la voie à suivre pour la phase 2 des négociations sur les futures relations commerciales, qui sera sans aucun doute la partie la plus difficile. Malgré les progrès récemment enregistrés, le Brexit reste marqué par une forte incertitude. Vers la fin de l'année, le Congrès américain a avancé sur des propositions de réforme fiscale. Malgré les perturbations provoquées par une saison des ouragans violente, les chiffres économiques des États-Unis se sont améliorés au second semestre de l'année, confortant la Fed dans sa décision de mettre en œuvre en décembre la troisième hausse de l'année jusqu'à la fourchette de 1,25 % - 1,5 %.

États-Unis

Au 1^{er} trimestre 2017, les chiffres de la croissance furent en demi-teinte. Les indicateurs de confiance continuent à s'améliorer, et le deuxième et le troisième trimestre ont confirmé une tendance à la croissance renforcée. L'un dans l'autre, les dépenses des consommateurs se sont maintenues face au retour de prix bas de l'énergie, de la poursuite du redressement du marché immobilier et d'une croissance correcte de l'emploi. Il fut également encourageant de voir des signes d'une reprise des investissements privés. Au troisième trimestre, les perturbations provoquées par les ouragans ont pesé sur certains chiffres économiques, sans pour autant dérégler la tendance sous-jacente. La nécessité de mesures d'aide suite à cette catastrophe a fait reculer le risque d'une impasse concernant le plafond de la dette et, par la suite, des accords temporaires conclus entre Donald Trump et les leaders démocrates au Congrès ont évité une confrontation fiscale à court terme, mais sans rien résoudre sur le long terme. La politique de Donald Trump, pendant ce temps, a continué à faire l'objet de bien des incertitudes. La Maison-Blanche a annoncé le cadre de la réforme en septembre, suivi de propositions émises par elle et le sénat. La réforme devrait stimuler légèrement la croissance du PIB à court terme en raison d'un faible multiplicateur, puisque ce sont les ménages les plus fortunés qui en retireront la plupart des bénéfices. Tout effet plus durable prendra la forme d'une hausse des déficits budgétaires et des taux d'endettement. Le marché de l'emploi continue à reprendre des couleurs. Les demandes d'allocations de chômage restent très faibles, et le chômage global a continué sa chute pour atteindre de nouveaux plateaux à 4 % à la fin de la période. Des facteurs temporaires ont pesé sur l'inflation de base, tout en restant sous l'objectif de 2 % de la Fed. Les mesures de l'inflation basées sur le marché restent peu élevées du point de vue historique, et les mesures de l'inflation sur base d'enquêtes auprès des consommateurs sont restées stables ces derniers mois. La hausse des salaires est restée modeste à 2,5% par rapport à l'année précédente, même si plusieurs indicateurs prédictifs laissaient présager une accélération. C'est pourquoi les politiques monétaires sont restées accommodantes, même si la Fed poursuit son approche de hausses progressives avec trois hausses au cours de l'année (mars, juin et décembre). Les procès-verbaux de la Fed indiquent que ses membres maintiendront une position prudente d'attente, d'observation et de réaction en fonction des nouveaux chiffres économiques et du degré de clarté des nouvelles politiques budgétaires. En outre, la Fed a commencé à réduire son bilan (proche de 4,5 trillions d'USD) en octobre, non pas en vendant activement, mais en réinvestissant de moins en moins à mesure que les actifs arrivent à échéance, grâce à un ensemble de capitalisations en

progression constante (d'abord 10 milliards de \$, augmentés jusqu'à 30 milliards de \$ dans un intervalle de trois mois). Il n'y aura des réinvestissements que si les actifs parvenus à échéance sont supérieurs aux capitalisations. Un nouveau gouverneur a été nommé à la présidence de la Fed. Jerome Powell, déjà membre du conseil d'administration, devrait rester dans la lignée de Yellen concernant la politique de taux d'intérêt.

Europe

La relance de l'économie de la zone euro s'est accélérée en 2017. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est maintenue au beau fixe. La hausse de la consommation des ménages est restée solide, les bénéfices des entreprises ont augmenté et la croissance du crédit s'est confirmée. Lorsque l'on se penche sur ces chiffres, on constate que l'activité économique dépassait le niveau de 2% (sur une base annualisée), plus ou moins le double des estimations de croissance potentielle de la zone euro (environ 1%), ce qui implique que le vaste écart de production négatif s'est progressivement comblé. Parallèlement aux améliorations constatées de l'activité économique, le marché du travail s'est également relancé. Les taux de chômage ont baissé dans toute la région. Point important toutefois, celui des jeunes reste à des niveaux élevés même s'il redescend, notamment en Grèce et en Italie. Alors que la zone euro continue de connaître une reprise cyclique, les vents contraires structurels resteront forts. La politique européenne suscite toujours des inquiétudes, en ce sens que l'union monétaire continue à être confrontée à des défis existentiels face au retour en force du populisme et une diminution de l'enthousiasme créé par la perspective d'une poursuite de l'intégration fiscale. La confiance dans la politique économique gouvernementale reste faible dans un nombre significatif d'États membres de l'Union européenne. Pour autant, les événements politiques n'ont pas réussi à compromettre le redressement. Les élections françaises organisées en mai ont connu une issue propice pour le marché, avec une nette victoire pour Macron. Ce résultat a suscité beaucoup d'espoir pour les réformes structurelles et institutionnelles au sein de l'UE, et particulièrement de la zone euro. En septembre, les élections allemandes ont permis à la chancelière Angela Merkel de former à nouveau une coalition. Cependant, certains événements politiques de la période sont restés préoccupants. Les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni ont trouvé un accord sur la 1^{re} phase des discussions relatives au Brexit, qui prévoit la protection des citoyens européens présents au Royaume-Uni et des citoyens du Royaume-Uni présents dans l'UE, un accord sur la situation unique de l'Irlande du Nord et le règlement financier (variant de 40 à 60 milliards £). Cet accord montre la voie pour la phase 2 des négociations sur les futures relations commerciales, qui sera sans aucun doute la partie la plus difficile. Malgré les progrès récemment enregistrés, le Brexit reste marqué par une forte incertitude. De plus, le référendum en Catalogne a remis la question de l'indépendance à l'avant-plan de l'agenda politique, entraînant une certaine augmentation de l'incertitude. Si le redressement s'est poursuivi et si les marchés de l'emploi se sont redressés, l'inflation générale est restée obstinément faible. L'inflation de base ne devrait augmenter que très progressivement. Les quatre critères définissant l'objectif de la BCE en matière d'inflation (inflation inférieure à 2% mais proche de 2% à moyen terme, durable, soutenue indépendamment et reposant sur une base large) ne sont pas encore remplis. La hausse des salaires est primordiale à cet égard, mais la pression à la hausse est restée très modeste. Les discussions sur une réduction progressive des mesures de la BCE se sont encore intensifiées au fur et à mesure que l'activité économique confirmait sa tendance à la hausse, comme on l'a vu à l'occasion du discours de Sintra prononcé par Draghi, qui a commencé par effrayer les marchés. Ceux-ci ont rapidement repris leur calme en réalisant que tout abandon des incitants monétaires ne se fera que de manière très progressive et prudente. La BCE n'est donc pas pressée d'abandonner sa politique de taux d'intérêt zéro ou de démanteler son programme d'achat d'actifs (60 milliards d'euros par mois jusqu'à la fin 2017, puis 30 milliards d'euros en janvier 2018).

Japon

L'économie japonaise a connu une forte accélération en 2017. La confiance des consommateurs reste élevée, et les prévisions des entreprises, aussi bien dans l'industrie manufacturière que dans les services, sont optimistes par rapport au passé. Tout indique que le PIB progresse à un rythme solide. Malgré leur récente amélioration, les perspectives d'investissement restent mitigées. La coalition au pouvoir, dirigée par le parti libéral-démocrate, s'est assurée une super majorité parlementaire des deux tiers, qui donne à Abe un nouveau mandat pour appliquer ses « Abenomics » et l'opportunité de poursuivre sa priorité personnelle, à savoir revoir la constitution japonaise d'après-guerre. L'inflation entrante reste faible, tout comme les prévisions d'inflation des ménages. Ceci étant, le taux de chômage est tombé à son niveau le plus bas en 25 ans et le marché du travail est de plus en plus « serré ». Les données issues des sondages révèlent une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et

le rapport entre le nombre de postes vacants et le nombre de candidats est proche de son record absolu. On observe une certaine tendance à la hausse des salaires pour les travailleurs à temps partiel mais, dans l'ensemble, il est peu probable que la Banque du Japon atteigne son objectif d'inflation de 2% dans un avenir proche.

Marchés émergents

Une Fed prudente et une relance synchronisée à l'échelle mondiale, y compris une accélération du commerce international, ont soutenu la poursuite de la relance de nombreux marchés émergents en 2017. Cela étant, la tension monte par contre de façon inquiétante au Proche-Orient, au Brésil, en Turquie et dans la péninsule coréenne. D'importantes réformes structurelles ont impacté l'économie indienne, et de nombreux marchés émergents dépendants des matières premières sont restés confrontés à un environnement de prix des matières premières plus faibles. La Chine a tenu la 19e séance plénière du parti en octobre. La combinaison de mesures monétaires et budgétaires, couplées à des mesures visant à juguler les risques financiers, a initié un redressement de l'économie chinoise à l'approche du Congrès. Les indicateurs de confiance et les prix des matières premières semblent indiquer que l'activité économique se porte bien à ce stade, même si la croissance du crédit a commencé à s'atténuer suite à un resserrement modeste des conditions monétaires. Le marché de l'emploi chinois est resté performant. Les données issues de sondages indiquent que les inquiétudes concernant le chômage restent faibles, et le rapport entre le nombre de postes vacants et le nombre de demandeurs d'emploi reste élevé. Pour autant, les perspectives à moyen et plus long terme pour la Chine se révéleront extrêmement difficiles. En outre, il ne serait pas étonnant de voir surgir à nouveau des préoccupations sur la durabilité de la relance actuelle. Il sera pratiquement impossible pour le monde politique chinois de réconcilier son ambition de croissance forte et la nécessité de poursuivre un rééquilibrage économique, tout en évitant dans le même temps les politiques « stop-and-go » constatées ces dernières années.

Marchés de change

Au cours du 1^{er} semestre 2017, l'USD a perdu du terrain face à l'allègement des risques politiques en Europe et une nouvelle confirmation de la reprise économique. L'appréciation généralisée de l'euro et la dépréciation généralisée du dollar ont également été soutenues par une absence de concrétisation des politiques de Trump, une Fed graduelle ainsi qu'un moindre appétit pour les monnaies refuge comme l'USD. La livre sterling (GBP) a déjà connu une forte dévaluation suite au référendum sur le Brexit. Cette baisse de la devise a provoqué une hausse de l'inflation et une croissance négative des revenus disponibles réels des ménages britanniques, ce qui met à mal les perspectives de croissance. Les élections anticipées convoquées par la Première ministre, Theresa May, ont accru la volatilité. Pour se montrer conciliante, la Banque d'Angleterre a relevé les taux d'intérêt en novembre pour la première fois depuis juillet 2007, mais les marchés avaient largement anticipé cette décision. Dans le même temps, la publication d'informations positives sur les négociations en cours sur le Brexit n'a apporté qu'un soutien modeste au GBP. La BoJ restant résolument en mode d'assouplissement, le JPY s'est affaibli au cours de la période. Les devises des marchés émergents ont récupéré grâce à une Fed prudente et progressive. Malgré tout, le resserrement des conditions monétaires, parallèlement à l'éloignement de la Fed du plancher égal à zéro, maintient un contexte difficile pour les devises des marchés émergents, notamment pour ceux confrontés à des déficits CA importants (Turquie et Afrique du Sud, notamment). Contrairement aux craintes antérieures de nombreux observateurs, le RMB n'a pas encore connu de grande dépréciation unique. Les responsables politiques chinois ont intensifié leurs efforts de surveillance et de modération du risque financier qui s'est accumulé dans l'économie de leur pays. Cette focalisation accrue sur la gestion des risques, en combinaison avec un resserrement monétaire modéré et un environnement international favorable, a soutenu le RMB.

1.3. RAPPORT DU COMMISSAIRE



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la SICAV publique de droit belge DPAM DBI-RDT B SA, compartiments Equities EMU et Equities US pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la SICAV publique de droit belge DPAM DBI-RDT B SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels pour l'exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2017 ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 juin 2015 conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2017. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la société DPAM DBI-RDT B SA durant 21 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société pour l'exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2017 établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique (Arrêté royal du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts). Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2017 le compte de résultats pour l'exercice de neuf mois clos à cette date et l'annexe.

Les capitaux propres ainsi que les résultats de l'exercice de neuf mois sont repris ci-dessous par compartiment :

Compartiments	Capitaux propres (EUR)	Résultats de l'exercice (EUR)
Equities EMU	141.991.433,80	4.443.980,02
Equities US	21.619.378,96	-75.689,09
Total	163.610.812,76	4.368.290,93

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2017 ainsi que de ses résultats pour l'exercice de neuf mois clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la de la SICAV publique de droit belge
DPAM DBI-RDT B SA, comptes annuels Equities EMU et Equities US pour l'exercice clos le
31 décembre 2017

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une



*Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la de la SICAV publique de droit belge
DPAM DBI-RDT B SA, compartiments Equities EMU et Equities US pour l'exercice clos le
31 décembre 2017*

anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies par ce dernier les concernant;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés, et des statuts ainsi que de faire rapport sur ces éléments.



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la de la SICAV publique de droit belge
DPAM DBI-RDT B SA, comprenant Equities EMU et Equities US pour l'exercice clos le
31 décembre 2017

Aspects relatifs au rapport de gestion

A notre avis, à l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice. d'une part, et a été établi conformément aux articles 95 et 95 du Code des sociétés, d'autre part.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. Nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion.

Mentions relatives à l'indépendance

- Aucune mission incompatible avec le contrôle légal des comptes annuels telle que prévue par la loi, n'a été effectuée et notre cabinet de révision et le cas échéant, notre réseau, sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Il n'y a pas eu de missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés qui font l'objet d'honoraires.

Autres mentions

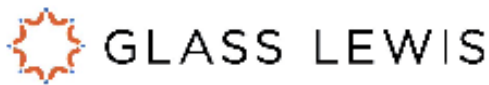
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Anvers, le 2 mars 2018

KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par

Peter Coox
Réviseur d'Entreprises

1.4. RAPPORT DE GLASS LEWIS GMBH SUR L'EXERCICE DE DROIT DE VOTE



**DEGROOF PETERCAM ASSET MANAGEMENT SA,
rue Guimard 18 B - 1040 - Brussels - Belgium
Belgium**

Limerick, 20th Février 2018

DPAM DBI-RDT B

Glass Lewis Europe Limited : Rapport d'analyse et d'exécution du vote des valeurs contenues dans la SICAV DPAM DBI-RDT B.

Dans le cadre du mandat octroyé à Glass Lewis Europe Limited par le Conseil d'administration de DPAM DBI-RDT B, Glass Lewis Europe Limited a mis en oeuvre un service d'analyse et d'exercice du vote permettant d'assister les gestionnaires de la SICAV à remplir leurs responsabilités fiduciaires envers leurs actionnaires.

Une analyse des résolutions signalant les points non-conformes aux principes de Gouvernance d'Entreprise retenus par DPAM DBI-RDT B signale les anomalies et, grâce à notre service d'exécution des votes, a permis aux gérants de prendre les mesures qu'ils jugeaient nécessaires.

Cette analyse, consignée dans un document disponible sur notre service, se base sur les standards et principes reconnus de chaque place financière concernée ainsi qu'à la structure de Gouvernance d'Entreprise attendue de chaque émetteur.

Votre SICAV a approuvé la majorité des résolutions qui ont été proposées aux différentes assemblées. Une résolution ne bénéficie pas d'une approbation dès qu'elle est considérée comme allant à l'encontre des intérêts à long terme des actionnaires et donc de ceux de la SICAV. C'est le cas lorsque le Conseil d'Administration tente de mettre en place des structures de défense de capital ou encore lorsque les intérêts de la société émettrice ne semblent pas coïncider avec ceux de l'actionnaire.

Glass Lewis Europe Limited a ouvert un dossier relatif à chacune des Assemblées Générales dans lesquelles votre SICAV a exercé son droit de vote au cours de l'année 2017.

La SICAV a participé à 693 assemblées des sociétés, dont certains compartiments, détenaient des actions. Elle a approuvé 3614 résolutions, a voté contre 490 résolutions et s'est abstenue de 33 résolutions.

**Mike O'Sullivan
General Manager**

1.5. BILAN GLOBALISE

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 1. - SCHEMA DU BILAN			
TOTAL ACTIF NET		163 610 812,76	95 058 155,65
I.	Actifs immobilisés		
A.	Frais d'établissement et d'organisation		
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	162 822 421,57	94 798 508,16
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	162 822 421,57	94 728 880,00
a.	Actions	162 822 421,57	94 728 880,00
a.1	Actions	162 822 421,57	94 728 880,00
D.	Autres valeurs mobilières		69 628,16
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	191 940,47	-126 389,29
A.	Créances	2 466 293,74	-10 081,08
a.	Montants à recevoir	2 398 401,33	-124 396,54
d.	Autres	67 892,41	114 315,46
B.	Dettes	-2 274 353,27	-116 308,21
a.	Montants à payer (-)	-2 022 171,28	
c.	Emprunts (-)	-1 848,71	-6 711,43
e.	Autres (-)	-250 333,28	-109 596,78
V.	Dépôts et liquidités	596 450,72	386 036,78
A.	Avoirs bancaires à vue	596 450,72	386 036,78
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		163 610 812,76	95 058 155,65
A.	Capital	157 610 481,83	77 298 219,80
B.	Participations au résultat	1 632 040,00	-2 552 684,07
C.	Résultat reporté		
D.	Résultat de l'exercice	4 368 290,93	20 312 619,92

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 2. - POSTES HORS BILAN

I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles (+/-)		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus		
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

1.6. COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 3. - SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	1 525 797,76	16 604 056,47
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	1 622 166,58	16 722 105,77
a.	Actions	1 622 166,58	16 722 105,77
D.	Autres valeurs mobilières	-69 628,16	50 662,77
E.	OPC à nombre variable de parts		-18 599,43
F.	Instruments financiers dérivés		
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	-26 740,66	-150 112,64
b.	Autres positions et opérations de change	-26 740,66	-150 112,64
II.	Produits et charges des placements	3 570 389,75	4 362 034,99
A.	Dividendes	3 845 596,80	4 797 158,90
B.	Intérêts (+/-)	249,48	
b.	Dépôts et liquidités	249,48	
C.	Intérêts d'emprunts (-)	-3 338,90	-1 604,55
D.	Contrats de swap (+/-)		
E.	Précomptes mobiliers (-)	-272 117,63	-433 519,36
a.	D'origine belge	-34 006,13	-30 799,26
b.	D'origine étrangère	-238 111,50	-402 720,10
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-727 896,58	-653 471,54
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-231 118,04	-123 292,92
B.	Charges financières (-)	-321,79	-43,14
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-17 911,74	-56 434,45
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-315 579,83	-401 630,15
a.	Gestion financière		
	Classe R (Dis)	-101 717,61	-89 105,94
	Classe S (Dis)	-138 249,00	-124 996,31
b.	Gestion administrative et comptable	-75 613,22	-95 145,59
c.	Rémunération commerciale		-92 382,31
E.	Frais administratifs (-)	-16 193,56	-33 047,83
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-3 693,49	-1 756,10
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-5 650,12	-3 739,31
H.	Services et biens divers (-)	-37 698,05	-15 903,44
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-65 111,44	-20 470,92
	Classe R (Dis)	-57 272,47	-14 566,06
	Classe S (Dis)	-7 838,97	-5 904,86
K.	Autres charges (-)	-34 618,52	2 846,72
	Produits et charges de l'exercice	2 842 493,17	3 708 563,45
	Sous-total II + III + IV		
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	4 368 290,93	20 312 619,92
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	4 368 290,93	20 312 619,92

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 4. - AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

I.	Bénéfice (Perte) à affecter	6 000 330,93	17 759 935,85
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent		
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	4 368 290,93	20 312 619,92
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	1 632 040,00	-2 552 684,07
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital	-1 754 543,16	-13 466 580,38
III.	Bénéfice à reporter (Perte à reporter)		
IV.	(Distribution des dividendes)	-4 245 787,77	-4 293 355,47

1.7. RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

1.7.1. Résumé des règles

L'évaluation des avoirs de la Société, subdivisée par compartiment, est déterminée de la manière suivante :

- a. pour les valeurs admises à la cote officielle ou négociée sur un autre marché organisé : au dernier cours de bourse ou du marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif;
- b. pour les valeurs dont le dernier cours n'est pas représentatif et pour les valeurs non admises à une cote officielle ou un autre marché organisé, l'évaluation se base sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;
- c. pour les avoirs liquides : à leur valeur nominale plus les intérêts courus;
- d. les créances non échues seront déterminées prorata temporis sur base de leur montant exact s'il est connu ou à défaut, sur base de leur montant estimé;
- e. les valeurs exprimées en une monnaie autre que celle du compartiment concerné seront converties dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus;
- f. les montants notionnels des contrats à terme sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « III. Montants notionnels des contrats à terme ». Les contrats à terme sont comptabilisés dans les postes hors bilan sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le cours à la date d'acquisition multiplié par le lotsize ; à convertir dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus si les contrats à terme sont exprimés en une monnaie autre que celle du compartiment. Les contrats à terme sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats à terme sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « ii. Contrats à terme » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés », ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change.- a. Instruments financiers dérivés - ii ; Contrats à terme » si la valeur sous-jacente concerne des devises;
- g. les contrats d'option sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant de la variation de valeur des primes des contrats sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée dans sous-poste « i. Contrats d'option » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - i. Contrats d'option » si la valeur sous-jacente concerne des devises. En cas d'exercice des contrats d'option, les primes sont portées en majoration ou en réductions du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacente. Les contrats d'options sont comptabilisés dans les postes hors bilan sous la rubrique « II. Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants » sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le prix d'exercice multiplié par la quantité de sous-jacent;
- h. les montants notionnels des contrats de swap sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « IV. Montants notionnels des contrats de swap ». Les contrats de swap sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats de swap sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « iii. Contrats de swap » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - iii. Contrats de swap » si la valeur sous-jacente concerne des devises;

- i. les OPC sous jacents sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base des derniers cours connus, à moins que ces cours ne soient pas représentatifs.

Pour obtenir l'actif net, l'évaluation ainsi obtenue est diminuée des engagements de la Société.

1.8. TAUX DE CHANGE

	31 décembre 2017		31 mars 2017	
1 EUR	1,000000	EUR	1,000000	EUR
1 EUR	1,200800	USD	1,069550	USD

SECTION 2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT DPAM DBI-RDT B EQUITIES EMU

2.1. RAPPORT DE GESTION

2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 13 mai 1997 au prix de 247,89 EUR, division des actions par 4 le 9 septembre 2014.

2.1.2. Cotation en bourse

Les actions du compartiment ne sont pas cotées en bourse.

2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif est de procurer à ses actionnaires un rendement global aussi élevé que possible, l'accent étant mis sur les investissements en actions de pays membres de l'Union Européenne participant à l'Union Monétaire Européenne (EMU). Le portefeuille est indexé géographiquement et sectoriellement sur l'indice MSCI EMU de MSCI Inc.

Le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities EMU n'investira pas plus de 10% de ses actifs dans des parts d'autres organismes de placement collectif.

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés

Actions de sociétés européennes de la zone EMU (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions), warrants, obligations convertibles, droits de souscription, et liquidités.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Les contrats futures ne sont pas autorisés

Prêts d'instruments financiers

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instrument financier.

Aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance

Les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre de la politique d'investissement du compartiment.

2.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales du fonds, 1.1. Organisation du fonds.

2.1.5. Indice et benchmark

Indice MSCI [Daily Total Return Net] EMU de MSCI Inc. Ce benchmark est utilisé dans le cadre de la gestion du compartiment. MSCI [Daily Total Return Net] EMU couvre environ 85% de la capitalisation de marché flottant des pays de la zone EMU inclus dans l'index. Au 31 décembre 2017, l'indice comptait 248 positions. La valeur de l'indice peut être consultée sur le site de MSCI, www.msci.com, sous la rubrique « MSCI Index Performance ». MSCI exige la détention d'une licence de la part de ses clients pour accéder à la composition de ses indices.

2.1.6. Politique suivie pendant l'exercice

Le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities EMU est investi en actions des pays participants à l'Union Monétaire Européenne. La politique d'investissement est basée sur une répartition géographique et sectorielle proche des

capitalisations boursières des pays concernés avec pour indice de référence l'indice MSCI EMU dividendes nets réinvestis qui reprend dix des douze pays qui font partie de l'union monétaire. Compte tenu de sa taille en termes de capitalisation boursière, le Luxembourg a été écarté de l'univers de référence. La Grèce a, quant à elle, été classifiée comme pays émergent par l'indice MSCI fin 2013.

Le compartiment a distribué un dividende de 2,67 euros en juin 2017 pour la part publique. La performance nette dividende réinvesti de la part publique était de 6,02% entre le 31 mars 2017 et le 31 décembre 2017. Les actifs nets s'établissaient au 31 décembre 2017 à 141 349 623,29 euros.

2.1.7. Politique future

Le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities EMU demeurera investi en actions de la zone EMU et préservera une large répartition des risques. Cette politique d'investissement de diversification sectorielle sera poursuivie.

2.1.8. Indicateur synthétique de risque et de rendement

L'indicateur synthétique de risque et de rendement donne une indication du risque lié à l'investissement dans un compartiment. Il situe ce risque sur une échelle allant de un (risque le plus faible) à sept (risque le plus élevé).

Profil de risque et de rendement pour le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities EMU : 6.

2.2. BILAN

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 1. - SCHEMA DU BILAN			
TOTAL ACTIF NET		141 991 433,80	83 432 929,65
I.	Actifs immobilisés		
A.	Frais d'établissement et d'organisation		
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	141 934 780,93	83 365 369,57
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	141 934 780,93	83 295 741,41
a.	Actions	141 934 780,93	83 295 741,41
a.1	Actions	141 934 780,93	83 295 741,41
D.	Autres valeurs mobilières		69 628,16
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	-60 102,70	18 397,86
A.	Créances	1 002 930,32	99 030,39
a.	Montants à recevoir	948 141,41	
d.	Autres	54 788,91	99 030,39
B.	Dettes	-1 063 033,02	-80 632,53
a.	Montants à payer (-)	-866 313,20	
c.	Emprunts (-)	-333,17	-154,20
e.	Autres (-)	-196 386,65	-80 478,33
V.	Dépôts et liquidités	116 755,57	49 162,22
A.	Avoirs bancaires à vue	116 755,57	49 162,22
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		141 991 433,80	83 432 929,65
A.	Capital	135 772 987,78	68 211 813,83
B.	Participations au résultat	1 774 466,00	-307 416,00
C.	Résultat reporté		
D.	Résultat de l'exercice	4 443 980,02	15 528 531,82

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 2. - POSTES HORS BILAN

I.	Sûretés réelles (+/-)		
	A.	Collatéral (+/-)	
		a.	Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire
		b.	Liquidités/dépôts
	B.	Autres sûretés réelles (+/-)	
		a.	Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire
		b.	Liquidités/dépôts
II.		Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)	
	A.	Contrats d'option et warrants achetés	
	B.	Contrats d'option et warrants vendus	
III.		Montants notionnels des contrats à terme (+)	
	A.	Contrats à terme achetés	
	B.	Contrats à terme vendus	
IV.		Montants notionnels des contrats de swap (+)	
	A.	Contrats de swap achetés	
	B.	Contrats de swap vendus	
V.		Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)	
	A.	Contrats achetés	
	B.	Contrats vendus	
VI.		Montants non appelés sur actions	
VII.		Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions	
VIII.		Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions	
IX.		Instruments financiers prêtés	

2.3. COMPTE DE RESULTATS

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 3. - SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	1 689 824,33	12 192 517,13
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	1 759 726,31	12 141 418,01
a.	Actions	1 759 726,31	12 141 418,01
D.	Autres valeurs mobilières	-69 628,16	50 662,77
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	-273,82	436,35
b.	Autres positions et opérations de change	-273,82	436,35
II.	Produits et charges des placements	3 359 293,00	3 770 065,61
A.	Dividendes	3 601 468,62	4 138 628,89
B.	Intérêts (+/-)		
C.	Intérêts d'emprunts (-)	-1 106,67	-293,62
D.	Contrats de swap (+/-)		
E.	Précomptes mobiliers (-)	-241 068,95	-368 269,66
a.	D'origine belge	-34 006,13	-30 799,26
b.	D'origine étrangère	-207 062,82	-337 470,40
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-605 137,31	-434 050,92
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-199 698,31	-62 803,74
B.	Charges financières (-)	-296,76	-5,48
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-16 480,65	-47 104,20
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-264 257,34	-284 063,57
a.	Gestion financière	-197 246,09	-153 086,90
	Classe R (Dis)	-59 286,54	-48 693,17
	Classe S (Dis)	-137 959,55	-104 393,73
b.	Gestion administrative et comptable	-67 011,25	-71 388,66
c.	Rémunération commerciale		-59 588,01
E.	Frais administratifs (-)	-11 789,49	-20 999,85
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-3 116,13	-1 061,95
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-2 824,74	-1 869,44
H.	Services et biens divers (-)	-30 383,74	-5 855,52
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-47 631,96	-11 618,88
	Classe R (Dis)	-39 803,50	-4 910,41
	Classe S (Dis)	-7 828,46	-6 708,47
K.	Autres charges (-)	-28 658,19	1 331,71
	Produits et charges de l'exercice	2 754 155,69	3 336 014,69
	Sous-total II + III + IV		
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	4 443 980,02	15 528 531,82
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	4 443 980,02	15 528 531,82

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 4. - AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

I.	Bénéfice (Perte) à affecter	6 218 446,02	15 221 115,82
	a. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent		
	b. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	4 443 980,02	15 528 531,82
	c. Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	1 774 466,00	-307 416,00
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital	-1 972 658,25	-11 713 538,95
III.	Bénéfice à reporter (Perte à reporter)		
IV.	(Distribution des dividendes)	-4 245 787,77	-3 507 576,87

2.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif net
Actions						
<i>Admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs</i>						
FRANCE						
ACCOR S.A.	6 873	EUR	43,00	295 539,00	0,21%	0,21%
AEROPORTS DE PARIS	990	EUR	158,50	156 915,00	0,11%	0,11%
AIR LIQUIDE	14 900	EUR	105,05	1 565 245,00	1,10%	1,10%
ALSTOM	5 192	EUR	34,61	179 669,16	0,13%	0,13%
AMUNDI	1 700	EUR	70,65	120 105,00	0,08%	0,08%
ARKEMA	2 071	EUR	101,55	210 310,05	0,15%	0,15%
ATOS SE	3 381	EUR	121,35	410 284,35	0,29%	0,29%
AXA	67 227	EUR	24,74	1 662 859,85	1,17%	1,17%
BIOMERIEUX S.A.	1 100	EUR	74,69	82 159,00	0,06%	0,06%
BNP PARIBAS S.A.	38 900	EUR	62,25	2 421 525,00	1,72%	1,72%
BOLLORE	23 548	EUR	4,53	106 625,34	0,08%	0,08%
BOUYGUES	7 800	EUR	43,31	337 818,00	0,24%	0,24%
BUREAU VERITAS S.A.	8 397	EUR	22,79	191 367,63	0,13%	0,13%
CAP GEMINI FRANCE	5 633	EUR	98,89	557 047,37	0,39%	0,39%
CARREFOUR SUPER MARCHÉ	21 128	EUR	18,04	381 149,12	0,27%	0,27%
CASINO GUICHARD-PERRACHON & CIE	2 405	EUR	50,56	121 596,80	0,09%	0,09%
CNP ASSURANCES	5 017	EUR	19,26	96 602,34	0,07%	0,07%
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN	17 679	EUR	45,98	812 880,42	0,57%	0,57%
CREDIT AGRICOLE S.A.	39 800	EUR	13,80	549 240,00	0,39%	0,39%
DANONE	20 900	EUR	69,95	1 461 955,00	1,03%	1,03%
DASSAULT AVIATION S.A.	70	EUR	1 297,90	90 853,00	0,06%	0,06%
DASSAULT SYSTEMES S.A.	4 600	EUR	88,59	407 514,00	0,29%	0,29%
EDENRED S.A.	8 400	EUR	24,18	203 112,00	0,14%	0,14%
EFFAGE	2 350	EUR	91,34	214 649,00	0,15%	0,15%
ELECTRICITE DE FRANCE	22 890	EUR	10,42	238 513,80	0,17%	0,17%
ENGIE S.A.	63 800	EUR	14,34	914 573,00	0,64%	0,64%
ESSILOR INTERNATIONAL S.A.	7 200	EUR	114,95	827 640,00	0,58%	0,58%
EURAZEO	1 710	EUR	77,00	131 670,00	0,09%	0,09%
EUTELSAT COMMUNICATIONS	6 245	EUR	19,30	120 497,28	0,08%	0,08%
FAURECIA	2 800	EUR	65,13	182 364,00	0,13%	0,13%
FONCIERE DES REGIONES	1 195	EUR	94,48	112 903,60	0,08%	0,08%
GEICINA	1 753	EUR	153,90	269 786,70	0,19%	0,19%
GRUPE EUROTUNNEL	17 795	EUR	10,72	190 762,40	0,13%	0,13%
HERMES INTERNATIONAL S.A.	1 077	EUR	446,25	480 611,25	0,34%	0,34%
ICADE S.A.	1 356	EUR	81,93	111 097,08	0,08%	0,08%
ILIAD S.A.	810	EUR	199,75	161 797,50	0,11%	0,11%
IMERYS	1 180	EUR	78,54	92 677,20	0,07%	0,07%
INGENICO	2 400	EUR	89,01	213 624,00	0,15%	0,15%
IPSEN	1 600	EUR	99,57	159 312,00	0,11%	0,11%
JC DECAUX S.A.	1 900	EUR	33,61	63 849,50	0,04%	0,04%
KERING	2 630	EUR	393,00	1 033 590,00	0,73%	0,73%
KLEPIERRE	6 806	EUR	36,67	249 541,99	0,18%	0,18%
LAGARDERE SCA	3 623	EUR	26,73	96 842,79	0,07%	0,07%
LEGRAND HLDG	9 378	EUR	64,19	601 973,82	0,42%	0,42%
L'OREAL	8 621	EUR	184,95	1 594 453,95	1,12%	1,12%
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	9 605	EUR	245,40	2 357 067,00	1,66%	1,66%
MICHELIN -B-	5 900	EUR	119,55	705 345,00	0,50%	0,50%
NATIXIS	33 047	EUR	6,60	217 978,01	0,15%	0,15%
ORANGE S.A.	69 973	EUR	14,48	1 012 859,18	0,71%	0,71%
PERNOD-RICARD	7 387	EUR	131,95	974 714,65	0,69%	0,69%
PEUGEOT	20 800	EUR	16,96	352 664,00	0,25%	0,25%
PUBLICIS GROUPE S.A.	7 507	EUR	56,65	425 271,55	0,30%	0,30%
REMY COINTREAU S.A.	600	EUR	115,50	69 300,00	0,05%	0,05%
RENAULT	6 678	EUR	83,91	560 350,98	0,39%	0,39%
REXEL S.A.	11 152	EUR	15,12	168 618,24	0,12%	0,12%
SAFRAN	11 675	EUR	85,91	1 002 999,25	0,71%	0,71%
SANOFI	39 375	EUR	71,85	2 829 093,75	2,00%	2,00%
SCHNEIDER ELECTRIC SE	19 669	EUR	70,86	1 393 745,34	0,98%	0,98%

DPAM DBI-RDT B
Equities EMU

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portfeuille	% Actif net
SCOR SE	6 503	EUR	33,55	218 143,14	0,15%	0,15%
SEB S.A.	800	EUR	154,45	123 560,00	0,09%	0,09%
SOCIETE BIC	925	EUR	91,66	84 785,50	0,06%	0,06%
SOCIETE GENERALE -A-	26 700	EUR	43,05	1 149 435,00	0,81%	0,81%
SODEXO	3 250	EUR	112,05	364 162,50	0,26%	0,26%
SUEZ S.A.	13 663	EUR	14,67	200 367,90	0,14%	0,14%
TELEPERFORMANCE	2 080	EUR	119,45	248 456,00	0,18%	0,17%
THALES	3 725	EUR	89,88	334 803,00	0,24%	0,24%
TOTAL S.A.	82 200	EUR	46,05	3 784 899,00	2,68%	2,68%
UBISOFT ENTERTAINMENT	1 800	EUR	64,14	115 452,00	0,08%	0,08%
UNIBAIL RODAMCO SE	3 434	EUR	210,00	721 140,00	0,51%	0,51%
VALEO S.A.	8 405	EUR	62,27	523 379,35	0,37%	0,37%
VEOLIA ENVIRONNEMENT	17 300	EUR	21,28	368 057,50	0,26%	0,26%
VINCI S.A.	17 600	EUR	85,15	1 498 640,00	1,07%	1,07%
VIVENDI	36 300	EUR	22,42	813 846,00	0,57%	0,57%
WENDEL	1 030	EUR	144,40	148 732,00	0,10%	0,10%
ZODIAC AEROSPACE	7 551	EUR	24,93	188 246,43	0,13%	0,13%
				43 441 215,56	30,64%	30,63%
ALLEMAGNE						
ADIDAS A.G.	6 564	EUR	167,15	1 097 172,60	0,77%	0,77%
ALLIANZ A.G. -REG-	15 520	EUR	191,50	2 972 080,00	2,10%	2,10%
AXEL SPRINGER SE	1 600	EUR	65,13	104 208,00	0,07%	0,07%
BASF SE	31 800	EUR	91,74	2 917 332,00	2,06%	2,05%
BAYER A.G.	28 750	EUR	104,00	2 990 000,00	2,11%	2,11%
BEIERSDORF A.G.	3 616	EUR	97,90	354 006,40	0,25%	0,25%
BMW-BAYERISCHE MOTOREN WERKE A.G.	11 500	EUR	86,83	998 545,00	0,70%	0,70%
BMW-BAYERISCHE MOTOREN WERKE -PRIV-	1 841	EUR	74,64	137 412,24	0,10%	0,10%
BRENTAG A.G.	5 702	EUR	52,77	300 894,54	0,21%	0,21%
COMMERZBANK A.G.	37 281	EUR	12,51	466 198,91	0,33%	0,33%
CONTINENTAL A.G.	3 747	EUR	225,05	843 262,35	0,59%	0,59%
COVESTRO A.G.	4 250	EUR	86,03	365 627,50	0,26%	0,26%
DAIMLER A.G. -REG-	33 174	EUR	70,80	2 348 719,20	1,65%	1,65%
DEUTSCHE BANK -REG-	71 826	EUR	15,88	1 140 237,75	0,80%	0,80%
DEUTSCHE BOERSE A.G.	6 687	EUR	96,80	647 301,60	0,46%	0,46%
DEUTSCHE LUFTHANSA -REG-	7 346	EUR	30,72	225 669,12	0,16%	0,16%
DEUTSCHE POST A.G. -REG-	33 730	EUR	39,75	1 340 767,50	0,94%	0,94%
DEUTSCHE TELEKOM A.G. -REG-	116 058	EUR	14,80	1 717 078,11	1,21%	1,21%
DEUTSCHE WOHNEN A.G.	12 600	EUR	36,46	459 396,00	0,32%	0,32%
DRILLISCH A.G.	2 050	EUR	68,83	141 101,50	0,10%	0,10%
E.ON SE -A-	76 900	EUR	9,06	696 790,90	0,49%	0,49%
EVONIK INDUSTRIES A.G.	5 300	EUR	31,37	166 261,00	0,12%	0,12%
FRAPORT A.G.	1 252	EUR	91,86	115 008,72	0,08%	0,08%
FRESENIUS MEDICAL CARE A.G.	7 557	EUR	87,78	663 353,46	0,47%	0,47%
FRESENIUS SE+CO KGAA	14 498	EUR	65,07	943 384,86	0,66%	0,66%
FUCHS PETROLUB SE -AKTIE- -VZO-	2 300	EUR	44,25	101 775,00	0,07%	0,07%
GEA GROUP	6 481	EUR	40,01	259 304,81	0,18%	0,18%
HANNOVER RUECK SE	1 924	EUR	104,90	201 827,60	0,14%	0,14%
HEIDELBERGCEMENT A.G.	5 277	EUR	90,25	476 249,25	0,34%	0,34%
HENKEL A.G.	3 323	EUR	100,00	332 300,00	0,23%	0,23%
HENKEL VZ	6 430	EUR	110,35	709 550,50	0,50%	0,50%
HOCHTIEF A.G.	570	EUR	147,60	84 132,00	0,06%	0,06%
HUGO BOSS A.G.	2 475	EUR	70,94	175 576,50	0,12%	0,12%
INFINEON TECHNOLOGIES	39 600	EUR	22,84	904 266,00	0,64%	0,64%
INNOGY SE	4 000	EUR	32,70	130 788,00	0,09%	0,09%
K+S A.G.	5 096	EUR	20,76	105 767,48	0,07%	0,07%
KION GROUP A.G.	2 600	EUR	71,98	187 148,00	0,13%	0,13%
LANXESS A.G.	3 299	EUR	66,29	218 690,71	0,15%	0,15%
LINDE	6 437	EUR	194,65	1 252 962,05	0,88%	0,88%
MAN SE	938	EUR	95,40	89 485,20	0,06%	0,06%
MERCK KGAA	4 600	EUR	89,75	412 850,00	0,29%	0,29%
METRO A.G.	6 253	EUR	16,65	104 112,45	0,07%	0,07%
MTU AERO ENGINES A.G.	1 880	EUR	149,40	280 872,00	0,20%	0,20%
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNGS-GESELLSCHAFT A.G.	5 400	EUR	180,75	976 050,00	0,69%	0,69%
OSRAM LICHT A.G.	3 500	EUR	74,93	262 255,00	0,18%	0,18%
PORSCHE AUTOMOBIL HLDG SE - VZ	5 355	EUR	69,78	373 671,90	0,26%	0,26%

DPAM DBI-RDT B
Equities EMU

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portfeuille	% Actif net
PROSIEBENSAT.1 MEDIA SE	8 573	EUR	28,71	246 087,97	0,17%	0,17%
RWE A.G. -A-	16 158	EUR	17,00	274 686,00	0,19%	0,19%
SAP A.G.	33 900	EUR	93,45	3 167 955,00	2,24%	2,24%
SCHAEFFLER A.G.	6 000	EUR	14,79	88 710,00	0,06%	0,06%
SIEMENS A.G. -REG-	26 491	EUR	116,15	3 076 929,65	2,17%	2,17%
SYMRISE A.G.	4 500	EUR	71,62	322 290,00	0,23%	0,23%
TELEFONICA DEUTSCHLAND HLDG A.G.	24 000	EUR	4,19	100 464,00	0,07%	0,07%
THYSSENKRUPP A.G.	15 334	EUR	24,22	371 312,81	0,26%	0,26%
UNIPER SE	7 200	EUR	26,00	187 200,00	0,13%	0,13%
UNITED INTERNET A.G.	4 550	EUR	57,34	260 897,00	0,18%	0,18%
VONOVIA SE	17 000	EUR	41,39	703 630,00	0,50%	0,50%
VOLKSWAGEN	1 043	EUR	168,70	175 954,10	0,12%	0,12%
VOLKSWAGEN -PRIV-	6 495	EUR	166,45	1 081 092,75	0,76%	0,76%
WIRE CARD	4 150	EUR	93,07	386 240,50	0,27%	0,27%
ZALANDO SE	3 300	EUR	44,12	145 579,50	0,10%	0,10%
				42 380 472,99	29,81%	29,80%
PAYS-BAS						
ABN AMRO GROUP DEPOSITARY RECEIPTS	14 700	EUR	26,90	395 430,00	0,28%	0,28%
AEGON N.V.	61 717	EUR	5,32	328 025,86	0,23%	0,23%
AERCAP HLDG N.V.	5 000	USD	52,61	219 062,29	0,15%	0,15%
AHOLD DELHAIZE N.V.	44 500	EUR	18,34	815 907,50	0,57%	0,57%
AIRBUS GROUP	20 100	EUR	83,00	1 668 300,00	1,18%	1,17%
AKZO NOBEL N.V.	8 838	EUR	73,02	645 350,76	0,45%	0,45%
ALTICE N.V. -A-	22 824	EUR	8,75	199 618,70	0,14%	0,14%
ASML HLDG N.V.	13 436	EUR	145,15	1 950 235,40	1,37%	1,37%
BOSKALIS WESTMINSTER N.V.	2 822	EUR	31,43	88 695,46	0,06%	0,06%
CNH INDUSTRIAL N.V.	35 960	EUR	11,17	401 673,20	0,28%	0,28%
EXOR HOLDING N.V. -REG-	3 910	EUR	51,10	199 801,00	0,14%	0,14%
FERRARI N.V.	4 300	EUR	87,45	376 035,00	0,26%	0,26%
FIAT CHRYSLER INVESTMENTS N.V. -REG-	37 373	EUR	14,91	557 231,43	0,39%	0,39%
HEINEKEN HLDG N.V.	4 144	EUR	82,49	341 838,56	0,24%	0,24%
HEINEKEN N.V. -CF VORM- ING GROUP N.V.	9 069	EUR	86,93	788 368,17	0,56%	0,56%
KONINKLIJKE DSM N.V.	133 921	EUR	15,33	2 052 339,33	1,46%	1,46%
KONINKLIJKE DSM N.V.	6 459	EUR	79,67	514 588,53	0,36%	0,36%
KONINKLIJKE KPN	121 178	EUR	2,91	352 385,62	0,25%	0,25%
KONINKLIJKE PHILIPS N.V.	32 800	EUR	31,54	1 034 512,00	0,73%	0,73%
KONINKLIJKE VOPAK	2 369	EUR	36,57	86 634,33	0,06%	0,06%
NN GROUP N.V.	10 674	EUR	36,12	385 544,88	0,27%	0,27%
NXP SEMICONDUCTORS N.V.	12 000	USD	117,06	1 169 820,12	0,82%	0,82%
QIAGEN RG	5 993	EUR	26,19	156 956,67	0,11%	0,11%
RANDSTAD HLDG N.V.	4 672	EUR	51,24	239 393,28	0,17%	0,17%
RELX N.V.	33 843	EUR	19,17	648 601,10	0,46%	0,46%
STMICROELECTRONICS	22 711	EUR	18,20	413 340,20	0,29%	0,29%
UNILEVER N.V.	56 400	EUR	46,96	2 648 262,00	1,88%	1,88%
WOLTERS KLUWER N.V.	10 726	EUR	43,48	466 366,48	0,33%	0,33%
				19 144 317,87	13,49%	13,48%
ESPAGNE						
ABERTIS INFRAEST. S.A. -A-	24 922	EUR	18,55	462 303,10	0,33%	0,33%
ACTIVIDADES DE CONSTRUCCION Y SERVICIOS -NEW-	8 888	EUR	32,62	289 926,56	0,20%	0,20%
AENA S.A.	2 378	EUR	169,00	401 882,00	0,28%	0,28%
AMADEUS IT GROUP S.A.	15 374	EUR	60,11	924 131,14	0,65%	0,65%
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA	231 439	EUR	7,11	1 645 994,17	1,16%	1,16%
BANCO DE SABADELL S.A.	209 176	EUR	1,66	346 395,46	0,24%	0,24%
BANCO SANTANDER S.A. -REG-	558 700	EUR	5,48	3 061 117,30	2,17%	2,17%
BANKIA S.A.	36 499	EUR	3,99	145 521,51	0,10%	0,10%
BANKINTER S.A.	21 210	EUR	7,90	167 643,84	0,12%	0,12%
CAIXABANK S.A.	125 776	EUR	3,89	489 142,86	0,34%	0,34%
ENAGAS	6 952	EUR	23,87	165 944,24	0,12%	0,12%
ENDESA S.A.	10 600	EUR	17,86	189 263,00	0,13%	0,13%
FERROVIAL S.A.	15 213	EUR	18,93	287 906,03	0,20%	0,20%
GAS NATURAL FENOSA FINANCE	12 882	EUR	19,25	247 978,50	0,17%	0,17%
GRIFOLS S.A.	10 928	EUR	24,43	266 916,40	0,19%	0,19%
IBERDROLA S.A.	199 957	EUR	6,46	1 291 722,22	0,91%	0,91%
INDUSTRIA DE DISEÑO TEXTIL S.A.	37 981	EUR	29,05	1 103 158,15	0,78%	0,78%

DPAM DBI-RDT B
Equities EMU

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif net
INTERNATIONAL CONSOLIDATED AIRLINES GROUP	22 569	EUR	7,24	163 309,28	0,12%	0,12%
MAPFRE S.A.	44 881	EUR	2,68	120 191,32	0,08%	0,08%
RED ELECTRICA CORPORACION S.A.	13 588	EUR	18,71	254 231,48	0,18%	0,18%
REPSOL YPF S.A.	44 421	EUR	14,75	654 987,65	0,46%	0,46%
SIEMENS GAMESA	6 200	EUR	11,43	70 866,00	0,05%	0,05%
TELEFONICA S.A.	159 062	EUR	8,13	1 292 378,75	0,91%	0,91%
				14 042 910,96	9,89%	9,89%
ITALIE						
ASSICURAZIONI GENERALI	43 500	EUR	15,20	661 200,00	0,47%	0,47%
ATLANTIA SpA	16 200	EUR	26,32	426 384,00	0,30%	0,30%
CAMPARI N	18 500	EUR	6,45	119 232,50	0,08%	0,08%
ENEL AZ	282 200	EUR	5,13	1 447 686,00	1,02%	1,02%
ENI SpA	88 375	EUR	13,80	1 219 575,00	0,86%	0,86%
INTESA SAN PAOLO	468 573	EUR	2,77	1 297 947,21	0,91%	0,91%
INTESA SAN PAOLO SpA	26 969	EUR	2,66	71 737,54	0,05%	0,05%
LEONARDO-FINMECCANICA SpA	14 845	EUR	9,92	147 262,40	0,10%	0,10%
LUXOTTICA GROUP	6 000	EUR	51,15	306 900,00	0,22%	0,22%
MEDIOBANCA	20 656	EUR	9,46	195 405,76	0,14%	0,14%
POSTE ITALIANE SpA	22 700	EUR	6,28	142 442,50	0,10%	0,10%
PRYSMIAN SpA	6 388	EUR	27,19	173 689,72	0,12%	0,12%
RECORDATI IND SpA	4 100	EUR	37,06	151 946,00	0,11%	0,11%
SNAM SpA	85 366	EUR	4,08	348 293,28	0,25%	0,25%
TELECOM ITALIA SpA	360 910	EUR	0,72	260 035,66	0,18%	0,18%
TELECOM ITALIA SpA -RISP- NON CONV	198 621	EUR	0,60	118 378,12	0,08%	0,08%
TERNA SpA	52 177	EUR	4,84	252 745,39	0,18%	0,18%
UNICREDIT SpA	69 248	EUR	15,58	1 078 883,84	0,76%	0,76%
UNIPOLSAI SpA	36 800	EUR	1,95	71 649,60	0,05%	0,05%
				8 491 394,52	5,98%	5,98%
BELGIQUE						
AGEAS N.V.	5 900	EUR	40,72	240 218,50	0,17%	0,17%
ANHEUSER-BUSCH INBEV	26 430	EUR	93,13	2 461 425,90	1,74%	1,73%
COLRUYT N.V.	2 883	EUR	43,36	125 006,88	0,09%	0,09%
GBL-GROUPE BRUXELLES LAMBERT	3 038	EUR	89,99	273 389,62	0,19%	0,19%
KBC GROEP N.V.	8 950	EUR	71,11	636 434,50	0,45%	0,45%
PROXIMUS S.A.	5 974	EUR	27,35	163 388,90	0,12%	0,12%
SOLVAY & CIE	2 842	EUR	115,90	329 387,80	0,23%	0,23%
TELENET GROUP HOLDING N.V.	1 254	EUR	58,09	72 844,86	0,05%	0,05%
UCB	4 120	EUR	66,18	272 661,60	0,19%	0,19%
UMICORE S.A.	6 975	EUR	39,46	275 198,63	0,19%	0,19%
				4 849 957,19	3,42%	3,41%
FINLANDE						
ELISA -A-	4 676	EUR	32,72	152 998,72	0,11%	0,11%
FORTUM CORP.	16 158	EUR	16,50	266 607,00	0,19%	0,19%
KONE -B-	11 839	EUR	44,78	530 150,42	0,37%	0,37%
METSO-VALMET RAUMA CORP.	3 533	EUR	28,47	100 584,51	0,07%	0,07%
NESTE OIL	4 900	EUR	53,35	261 415,00	0,18%	0,18%
NOKIA -A-	205 078	EUR	3,89	798 573,73	0,56%	0,56%
NOKIAN TYRES PLC	4 162	EUR	37,80	157 323,60	0,11%	0,11%
ORION CORP. (NEW) -B-	2 700	EUR	31,08	83 916,00	0,06%	0,06%
SAMPO OYJ	15 648	EUR	45,80	716 678,40	0,50%	0,50%
STORA ENSO OYJ (R)	21 214	EUR	13,22	280 449,08	0,20%	0,20%
UPM-KYMMENE CORP.	19 100	EUR	25,91	494 881,00	0,35%	0,35%
WARTSILA CORP. -B-	5 265	EUR	52,60	276 939,00	0,20%	0,20%
				4 120 516,46	2,90%	2,90%
IRLANDE						
AIB GROUP PLC	28 600	EUR	5,42	155 040,60	0,11%	0,11%
ANGLO-IRISH BANK CORP. PLC	27 988	EUR	0,00	0,00	0,00%	0,00%
BIRG GRP PLC	32 070	EUR	7,10	227 536,65	0,16%	0,16%
CRH PLC.	29 000	EUR	29,96	868 695,00	0,61%	0,61%
KERRY GROUP PLC	5 537	EUR	93,50	517 709,50	0,36%	0,36%
PADDY POWER BETFAIR PLC	2 900	EUR	99,20	287 680,00	0,20%	0,20%
RYANAIR HLDG PLC	6 415	EUR	15,05	96 545,75	0,07%	0,07%
				2 153 207,50	1,51%	1,51%

DPAM DBI-RDT B
Equities EMU

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif net
LUXEMBOURG						
ARCELORMITTAL S.A. -REG-	23 366	EUR	27,12	633 569,09	0,45%	0,45%
EUROFINS SCIENTIFIC S.A.	440	EUR	507,60	223 344,00	0,16%	0,16%
RTL GROUP	1 700	EUR	67,07	114 019,00	0,08%	0,08%
SES GLOBAL	11 080	EUR	13,01	144 150,80	0,10%	0,10%
TENARIS S.A. -REG-	16 904	EUR	13,16	222 456,64	0,16%	0,16%
				1 337 539,53	0,95%	0,95%
AUTRICHE						
ANDRITZ A.G.	2 305	EUR	47,09	108 530,93	0,08%	0,08%
ERSTE GROUP BANK A.G.	10 600	EUR	36,11	382 713,00	0,27%	0,27%
OMV	5 289	EUR	52,83	279 417,87	0,20%	0,20%
RAIFFEISEN BANK INTERNATIONAL A.G.	4 187	EUR	30,20	126 447,40	0,09%	0,09%
VOESTALPINE A.G.	3 591	EUR	49,85	178 993,40	0,13%	0,13%
				1 076 102,60	0,77%	0,77%
PORTUGAL						
BANCO ESPIRITO SANTO S.A.	50 345	EUR	0,00	0,00	0,00%	0,00%
EDP ENERGIAS -REG-	86 880	EUR	2,89	250 648,80	0,18%	0,18%
GALP ENERGIA -B-	18 226	EUR	15,33	279 313,45	0,20%	0,20%
JERONIMO MARTINS SGPS S.A.	7 099	EUR	16,20	114 968,31	0,08%	0,08%
				644 930,56	0,46%	0,46%
ROYAUME-UNI						
COCA-COLA EUROPEAN PARTNERS PLC	7 600	USD	39,85	252 215,19	0,18%	0,18%
				252 215,19	0,18%	0,18%
Total Actions admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs				141 934 780,93	100,00%	99,96%
TOTAL PORTEFEUILLE				141 934 780,93	100,00%	99,96%
DEPOTS ET LIQUIDITES				116 755,57		0,08%
Avoirs bancaires à vue				116 755,57		0,08%
DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS				-60 102,70		-0,04%
TOTAL DE L'ACTIF NET				141 991 433,80		100,00%

2.5. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
FRANCE	30,64%
ALLEMAGNE	29,81%
PAYS-BAS	13,49%
ESPAGNE	9,89%
ITALIE	5,98%
BELGIQUE	3,42%
FINLANDE	2,90%
IRLANDE	1,51%
LUXEMBOURG	0,95%
AUTRICHE	0,77%
PORTUGAL	0,46%
ROYAUME-UNI	0,18%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable et ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.6. REPARTITION ECONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
BANQUES	12,00%
PRODUITS CHIMIQUES	8,57%
PHARMACIE - COSMETIQUE	6,12%
COMPAGNIES D'ASSURANCE	6,10%
TELECOMMUNICATIONS	5,88%
VEHICULES ROUTIERS	5,46%
SOURCES D'ENERGIE	5,26%
PETROLE & DERIVES	4,82%
IT & INTERNET	4,12%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	4,01%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	3,68%
ALIMENTATION & PRODUITS D'ENTRETIEN	3,51%
BOISSONS & TABACS	3,35%
TEXTILE & HABILLEMENT	3,00%
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	2,35%
TRANSPORT & CIRCULATION	2,32%
AERONAUTIQUE & DEFENSE	2,31%
DIVERS BIENS DE CAPITAUX	2,17%
DISTRIBUTION	2,03%
DIFFUSION & EDITION	2,02%
MATERIEL ELECTRIQUE - ELECTRONIQUE	1,89%
IMMOBILIER	1,53%
PNEUS & CAOUTCHOUC	1,20%
PRODUCTIONS INDUSTRIELLES INTERMEDIAIRES	1,10%
CONSTRUCTION MECANIQUE	1,09%
BIENS DE CONSOMMATION DIVERS	0,88%
BIENS DE CONSOMMATION	0,74%
PRODUITS FORESTIERS & PAPIERS	0,55%
TRANSPORTS AERIENS	0,43%
DIVERS	0,43%
LOISIRS & TOURISME	0,41%
SERVICES DIVERS	0,37%
BIOTECHNOLOGIE	0,30%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable et ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1 ^{er} Semestre	2 ^e Semestre	Total
Achats	2 078 168,81	59 793 370,93	61 871 539,74
Ventes	3 840 598,85	1 712 171,85	5 552 770,70
Total 1	5 918 767,66	61 505 542,78	67 424 310,44
Souscriptions	1 071 408,97	59 753 723,82	60 825 132,79
Remboursements	477 991,59	2 725 040,20	3 203 031,79
Total 2	1 549 400,56	62 478 764,02	64 028 164,58
Moyenne de référence de l'actif net total	85 711 562,42	90 769 600,48	89 095 849,70
Taux de rotation	5,10%	-1,07%	3,81%

Le taux de rotation du portefeuille est un indicateur complémentaire de l'importance des frais de transaction et est repris dans le dernier rapport annuel. Ce taux est calculé conformément aux dispositions de l'annexe B, section II, de l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012. Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais à la Banque Degroof Petercam S.A. ayant son siège social 44 rue de l'industrie, 1040 Bruxelles et qui assure le service financier.

2.8. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
	31 mars 2016			31 mars 2017			31 décembre 2017		
Classe	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
R (Dis)	25 401	150 328	245 388	21 389	80 866	185 911	564 768	33 490	717 189
S (Dis)	564 882	30 400	1 203 848	137 852	235 056	1 106 644	353 700	15 400	1 444 944
TOTAL			1 449 236			1 292 555			2 162 133

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
	31 mars 2016		31 mars 2017		31 décembre 2017	
Classe	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
R (Dis)	1 492 973,70	9 028 590,13	1 183 334,32	4 564 853,07	37 288 777,79	2 177 853,79
S (Dis)	32 067 589,60	1 813 116,00	8 239 414,04	14 049 297,12	23 536 355,00	1 025 178,00
TOTAL	33 560 563,30	10 841 706,13	9 422 748,36	18 614 150,19	60 825 132,79	3 203 031,79

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
	31 mars 2016		31 mars 2017		31 décembre 2017	
Classe	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
R (Dis)		54,57		64,09		65,15
S (Dis)	79 498 857,16	54,91	83 432 929,65	64,63	141 991 433,80	65,93
TOTAL	79 498 857,16		83 432 929,65		141 991 433,80	

2.9. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

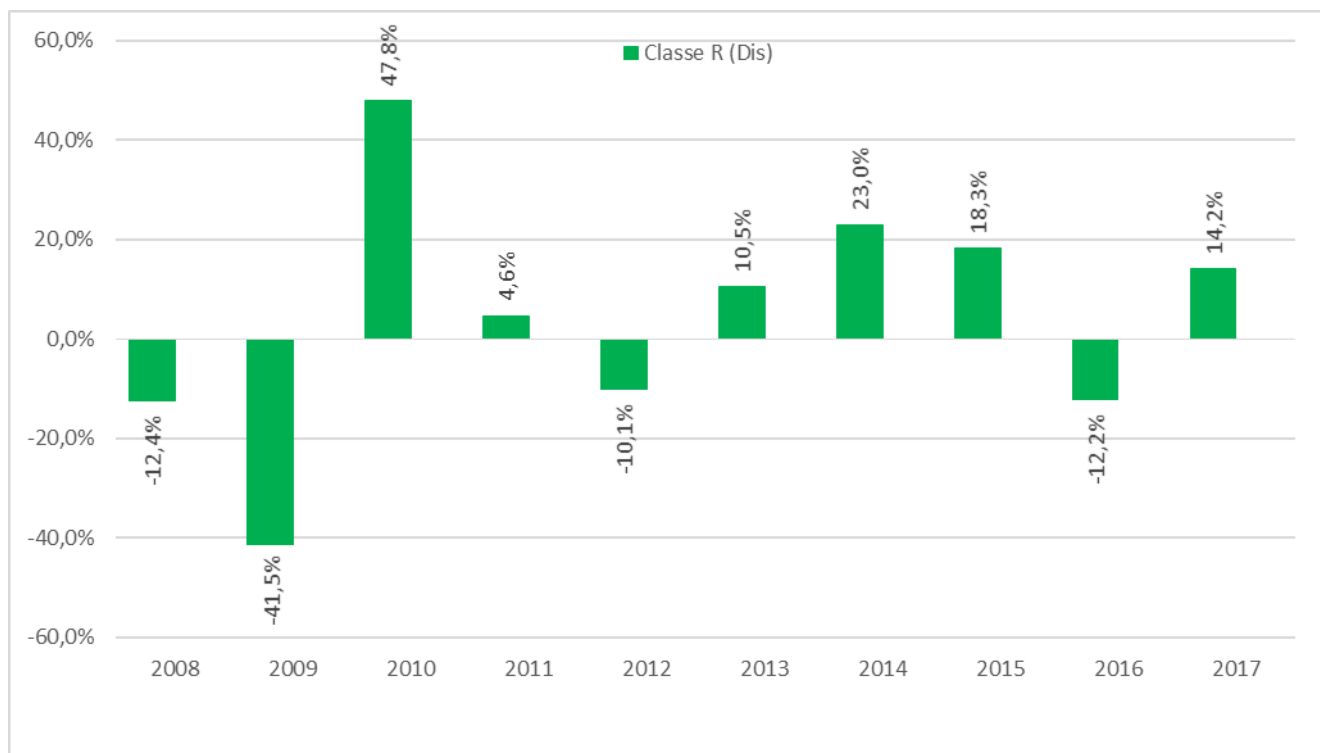
Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



Le compartiment ne suit l'indice MSCI EMU de MSCI Inc que depuis le 19 septembre 2017, cet indice n'est pas encore repris dans le graphique.

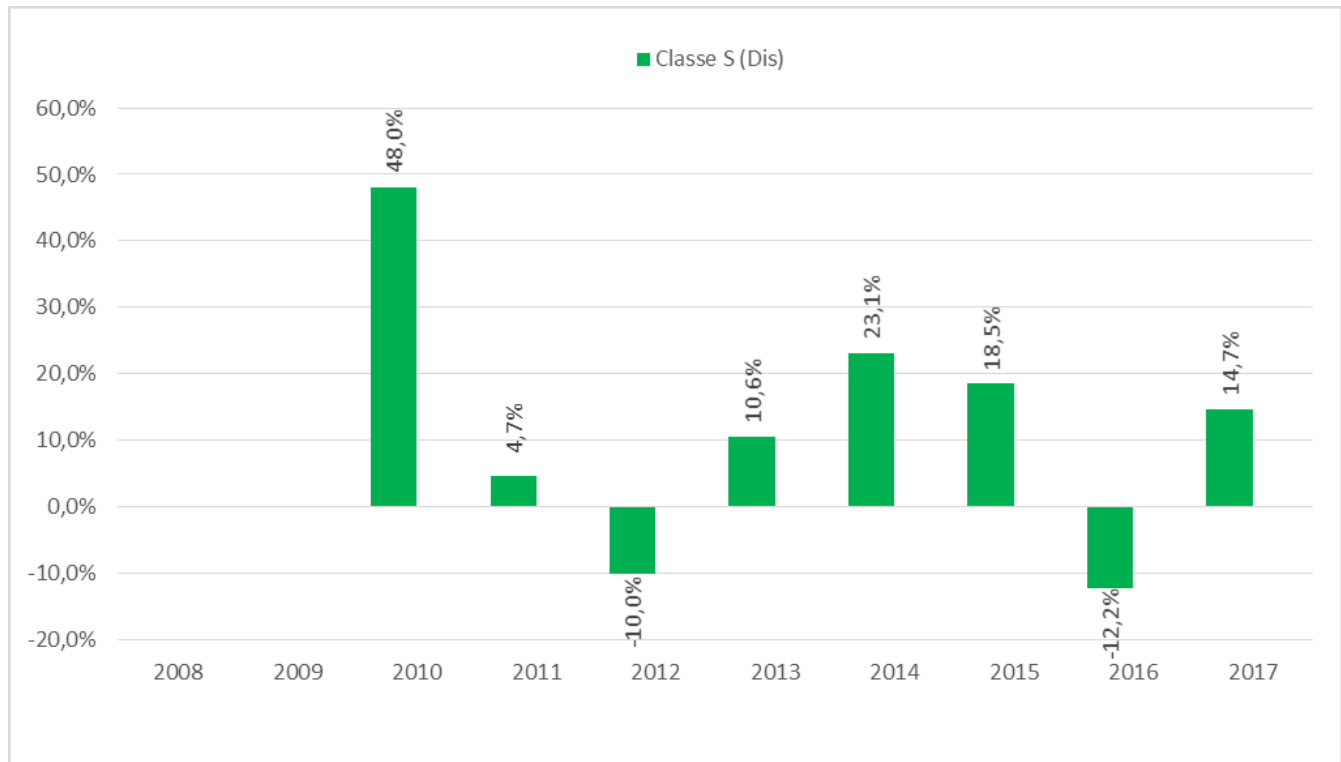
Compte tenu du changement de clôture, les performances présentées dans le graphique pour les années antérieures à 2017 sont celles au 31 mars de chaque année.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	14,22% (en EUR)	10,18% (en EUR)	11,30% (en EUR)	2,19% (en EUR)	12/05/1997	2,40% (en EUR)

Classe S (Dis)

Rendement annuel :



Le compartiment ne suit l'indice MSCI EMU de MSCI Inc que depuis le 19 septembre 2017, cet indice n'est pas encore repris dans le graphique.

Compte tenu du changement de clôture, les performances présentées dans le graphique pour les années antérieures à 2017 sont celles au 31 mars de chaque année.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe S (Dis)	14,73% (en EUR)	10,40% (en EUR)	11,48% (en EUR)		24/06/2008	4,80% (en EUR)

2.10. FRAIS COURANTS

- Classe R (Dis) - BE6270332586 : 0,98%
- Classe S (Dis) - BE6270333592 : 0,45%

Le montant des frais courants communiqué est calculé conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 de la Commission Européenne du 1^{er} juillet 2010.

Ces frais incluent les frais de transaction pris en charge par le compartiment lorsqu'il souscrit et/ou vend des parts d'un autre fonds mais n'incluent ni (i) les frais supportés par le compartiment lorsqu'il effectue des placements autres que souscriptions/ventes de parts de fonds ni, le cas échéant, (ii) la commission de performance.

Ces frais se basent sur les frais imputés dans la comptabilité des fonds durant un an avant la fin de la période sous revue.

En cas de changement de la structure de coût en cours d'exercice ou lorsque la classe d'action est émise pendant l'exercice comptable, le montant des frais courants communiqué est calculé sur base d'une estimation fondée sur le montant total attendu des frais annuels (lequel pourrait être déterminé par comparaison avec une classe similaire).

2.11. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

2.11.1. Dividendes bruts payés au titre de l'exercice

1997/1998		néant	euros
1998/1999		17,60	euros
1999/2000		31,00	euros
2000/2001		néant	euros
2001/2002		néant	euros
2002/2003		néant	euros
2003/2004		69,80	euros
2004/2005		29,00	euros
2005/2006		24,00	euros
2006/2007		8,00	euros
2007/2008		6,50	euros
2008/2009		2,20	euros
2009/2010		7,80	euros
2010/2011		5,00	euros
2011/2012		2,19	euros
2012/2013		4,00	euros
2013/2014		22,00	euros
2014/2015		0,84	euros
2015/2016		1,66	euros
2016/2017	Classe R (Dis)	2,67	euros
	Classe S (Dis)	2,70	euros
2017/2018	Classe R (Dis)	1,40	euros
	Classe S (Dis)	1,80	euros

2.11.2. Affectation des résultats

L'Assemblée générale des actionnaires du compartiment DPAM DBI-RDT B Equities EMU a décidé de distribuer un dividende de 1,40 euros brut pour la classe d'actions R et 1,80 euros brut pour la classe d'actions S.

Le pourcentage du régime RDT applicable est de 95,75 %.

SECTION 3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT DPAM DBI-RDT B EQUITIES US

3.1. RAPPORT DE GESTION

3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le 1 février 2006 au prix de 500,00 EUR.

3.1.2. Cotation en bourse

Les actions du compartiment ne sont pas cotées en bourse.

3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif est d'offrir un rendement global aussi élevé que possible. Le compartiment investit en actions américaines cotées. Le compartiment maintiendra une large répartition des risques, notamment par une large diversification sectorielle. L'allocation du portefeuille changera selon l'évaluation des perspectives macroéconomiques et de la situation sur les marchés financiers. Le compartiment peut par exemple favoriser ou éviter des secteurs ou des styles d'investissement entre autres en fonction des perspectives conjoncturelles. Le compartiment optimisera également les positions afin qu'ils maximisent le système des revenus définitivement taxés (« RDT ») et évitera les industries/secteurs qui ne se conforment pas au RDT.

Au moins 50% du portefeuille doit être composé d'actions et autres titres ci-dessus mentionnés générant un rendement en dividende ou un rendement attendu en dividende plus élevé que la moyenne du marché.

Le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities US n'investira pas plus de 10% de ses actifs dans des parts d'autres organismes de placement collectif.

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés

Actions (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions) de sociétés américaines et liquidités.

Prêt d'instruments financiers

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instrument financier.

Aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance

Les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre de la politique d'investissement du compartiment.

3.1.4. Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales du fonds, 1.1. Organisation du fonds.

3.1.5. Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.6. Politique suivie pendant l'exercice

La Valeur Nette d'Inventaire du fonds Classe R (Dis) fut de 933,45 EUR à la fin de l'année 2017.

La seconde partie de l'année 2017 fut marquée par quelques tensions géopolitiques qui ont, dans un premier temps, un peu secoué les places boursières mais qui ont pour finir pas eu trop de conséquences par la suite.

Amazon est resté la plus grande menace selon les autres sociétés américaines, qu'elles se trouvent dans son secteur ou bien dans les possibles autres secteurs dans lesquels il pourrait se diversifier. Après les livres, l'électronique et les vêtements, le géant semble vouloir s'implémenter dans le secteur pharmaceutique ce qui contrarie fortement les détaillants comme CVS et Walgreens Boots Alliance et les distributeurs comme Cardinal Health. Le secteur de la consommation discrétionnaire et plus particulièrement la distribution, n'a pas non plus échappé au eCommerce et à Amazon au vu des fermetures de magasins en masse ; les commerçants essayant tant bien que mal de survivre malgré la chute de leur vente. D'autres ont dû céder et déposer le bilan comme le fabricant de jouets Toys'R'us.

Le gouvernement en place a eu beaucoup de pression sur leurs épaules après les multiples échecs de réformer l'Obamacare. Les entreprises attendaient avec impatience la réforme fiscale promise lors de son discours inaugural. Le texte de loi a pour finir été accepté par le Congrès juste avant la Noël diminuant les impôts sur les sociétés de 35% à 21%.

Cela va être bénéfique principalement pour ceux qui font majoritairement du commerce sur le sol américain ; nos positions dans les secteurs industriel, des matériaux et des services de télécommunication en ont déjà bénéficié. Cependant, les services aux collectivités ont par ailleurs subi une légère correction suivant l'optimisme trop grand précédent la réforme et certaines de nos positions ont été touchées par des conditions météorologiques défavorables les impactant directement.

3.1.7. Politique future

Pas de changement concernant la future politique d'investissement. Notre but est de rester pleinement investi sur le marché américain, tout en restant diversifié dans chaque secteur et groupe d'industrie. Nous resterons disciplinés concernant nos achats et nos ventes et fidèles à notre processus d'investissement.

La stratégie du fond demeure défensive : investir dans des entreprises aux dividendes stables et croissants tout en ayant un rendement moyen supérieur au marché américain.

3.1.8. Indicateur synthétique de risque et de rendement

L'indicateur synthétique de risque et de rendement donne une indication du risque lié à l'investissement dans un compartiment. Il situe ce risque sur une échelle allant de un (risque le plus faible) à sept (risque le plus élevé).

Profil de risque et de rendement pour le compartiment DPAM DBI-RDT B Equities US : 6.

3.2. BILAN

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 1. - SCHEMA DU BILAN			
TOTAL ACTIF NET		21 619 378,96	11 625 226,00
I.	Actifs immobilisés		
A.	Frais d'établissement et d'organisation		
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	20 887 640,64	11 433 138,59
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	20 887 640,64	11 433 138,59
a.	Actions	20 887 640,64	11 433 138,59
a.1	Actions	20 887 640,64	11 433 138,59
b.	OPC à nombre fixe de parts		
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	252 043,17	-144 787,15
A.	Créances	1 463 363,42	-109 111,47
a.	Montants à recevoir	1 450 259,92	-124 396,54
d.	Autres	13 103,50	15 285,07
B.	Dettes	-1 211 320,25	-35 675,68
a.	Montants à payer (-)	-1 155 858,08	
c.	Emprunts (-)	-1 515,54	-6 557,23
e.	Autres (-)	-53 946,63	-29 118,45
V.	Dépôts et liquidités	479 695,15	336 874,56
A.	Avoirs bancaires à vue	479 695,15	336 874,56
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		21 619 378,96	11 625 226,00
A.	Capital	21 837 494,05	9 086 405,97
B.	Participations au résultat	-142 426,00	-2 245 268,07
C.	Résultat reporté		
D.	Résultat de l'exercice	-75 689,09	4 784 088,10

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 2. - POSTES HORS BILAN

I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles (+/-)		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus		
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

3.3. COMPTE DE RESULTATS

		31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
SECTION 3. - SCHEMA DU COMPTE DE RESULTATS			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	-164 026,57	4 411 539,34
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	-137 559,73	4 580 687,76
a.	Actions	-137 559,73	4 580 687,76
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		-18 599,43
F.	Instruments financiers dérivés		
i.	Contrats d'option		
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	-26 466,84	-150 548,99
b.	Autres positions et opérations de change	-26 466,84	-150 548,99
II.	Produits et charges des placements	211 096,75	591 969,38
A.	Dividendes	244 128,18	658 530,01
B.	Intérêts (+/-)	249,48	
b.	Dépôts et liquidités	249,48	
C.	Intérêts d'emprunts (-)	-2 232,23	-1 310,93
D.	Contrats de swap (+/-)		
E.	Précomptes mobiliers (-)	-31 048,68	-65 249,70
b.	D'origine étrangère	-31 048,68	-65 249,70
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-122 759,27	-219 420,62
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-31 419,73	-60 489,18
B.	Charges financières (-)	-25,03	-37,66
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-1 431,09	-9 330,25
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-51 322,49	-117 566,58
a.	Gestion financière	-42 720,52	-61 015,35
	Classe R (Dis)	-42 431,07	-40 412,77
	Classe S (Dis)	-289,45	-20 602,58
b.	Gestion administrative et comptable	-8 601,97	-23 756,93
c.	Rémunération commerciale		-32 794,30
E.	Frais administratifs (-)	-4 404,07	-12 047,98
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-577,36	-694,15
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-2 825,38	-1 869,87
H.	Services et biens divers (-)	-7 314,31	-10 047,92
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-17 479,48	-8 852,04
	Classe R (Dis)	-17 468,97	-9 655,65
	Classe S (Dis)	-10,51	803,61
K.	Autres charges (-)	-5 960,33	1 515,01
	Produits et charges de l'exercice	88 337,48	372 548,76
	Sous-total II + III + IV		
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	-75 689,09	4 784 088,10
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	-75 689,09	4 784 088,10

31 décembre 2017 EUR	31 mars 2017 EUR
-------------------------	---------------------

SECTION 4. - AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

		-218 115,09	2 538 820,03
I.	Bénéfice (Perte) à affecter		
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent		
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	-75 689,09	4 784 088,10
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	-142 426,00	-2 245 268,07
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital	218 115,09	-1 753 041,43
III.	Bénéfice à reporter (Perte à reporter)		
IV.	(Distribution des dividendes)		-785 778,60

3.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif net
Actions						
<i>Admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs</i>						
ETATS-UNIS D'AMERIQUE						
ABBOTT LABORATORIES	5 290	USD	57,07	251 415,97	1,19%	1,15%
ABBVIE	3 900	USD	96,71	314 098,10	1,50%	1,44%
ALBERTSON'S HLDG LLC FOR CASA LEY	776	USD	0,00	0,00	0,00%	0,00%
ALBERTSON'S HLDG LLC FOR PDC	776	USD	0,00	0,00	0,00%	0,00%
ALTRIA GROUP INC.	4 796	USD	71,41	285 211,83	1,37%	1,32%
AMERICAN EXPRESS	2 784	USD	99,31	230 245,70	1,10%	1,06%
AMERIPRISE FINANCIAL INC.	1 314	USD	169,47	185 446,02	0,89%	0,86%
AMGEN	1 875	USD	173,90	271 537,72	1,30%	1,26%
ANDEAVOR	1 920	USD	114,34	182 822,12	0,88%	0,85%
ANTHEM INC.	1 142	USD	225,01	213 991,86	1,02%	0,99%
APPLE INC.	6 622	USD	169,23	933 245,39	4,47%	4,31%
AT&T INC.	11 058	USD	38,88	358 040,51	1,71%	1,66%
AVERY DENNISON	1 820	USD	114,86	174 088,27	0,83%	0,81%
BB&T CORP.	4 735	USD	49,72	196 056,13	0,94%	0,91%
BLACKROCK INC.	514	USD	513,71	219 892,52	1,05%	1,02%
CATERPILLAR INC.	1 850	USD	157,58	242 773,98	1,16%	1,12%
CENTERPOINT ENERGY INC.	7 547	USD	28,36	178 241,94	0,85%	0,82%
CISCO SYSTEMS INC.	10 279	USD	38,30	327 852,85	1,57%	1,52%
COMCAST -A-	10 498	USD	40,05	350 137,33	1,68%	1,61%
CUMMINS INC.	1 309	USD	176,64	192 556,43	0,92%	0,89%
CVS HEALTH CORP.	4 174	USD	72,50	252 011,16	1,21%	1,17%
DOVER CORP.	2 130	USD	100,99	179 137,82	0,86%	0,83%
DOWDUPONT	5 196	USD	71,22	308 177,15	1,48%	1,43%
EASTMAN CHEMICAL	2 286	USD	92,64	176 361,63	0,84%	0,82%
ELI LILLY & CO	3 372	USD	84,46	237 174,48	1,14%	1,10%
EMERSON ELECTRIC CO	3 483	USD	69,69	202 140,46	0,97%	0,93%
EXXON MOBIL CORP. FRN 16-280218	7 200	USD	83,64	501 505,66	2,40%	2,32%
FIDELITY NATIONAL FINANCIAL -A-	5 432	USD	39,24	177 508,06	0,85%	0,82%
FIDELITY NATIONAL INFORMATION SERVICES	2 468	USD	94,09	193 382,84	0,93%	0,89%
GENERAL MOTORS CO	6 155	USD	40,99	210 104,47	1,01%	0,97%
HASBRO INC.	2 550	USD	90,89	193 012,57	0,92%	0,89%
HOME DEPOT	2 423	USD	189,53	382 437,70	1,83%	1,77%
HONEYWELL INTERNATIONAL INC.	2 021	USD	153,36	258 111,73	1,24%	1,19%
HUNTINGTON BANCSHARES INC.	14 400	USD	14,56	174 603,60	0,84%	0,81%
IBM INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES	2 243	USD	153,42	286 576,50	1,37%	1,33%
INTEL CORP.	9 385	USD	46,16	360 769,15	1,73%	1,67%
INTERNATIONAL PAPER COMPANY	4 324	USD	57,94	208 638,04	1,00%	0,97%
INTERPUBLIC GROUP	10 116	USD	20,16	169 835,58	0,81%	0,79%
JOHNSON & JOHNSON CORP.	4 210	USD	139,72	489 857,76	2,35%	2,27%
JP MORGAN CHASE & CO	5 805	USD	106,94	516 977,60	2,48%	2,39%
KLA-TENCOR CORP.	2 010	USD	105,07	175 875,00	0,84%	0,81%
LEIDOS HOLDG	3 650	USD	64,57	196 269,57	0,94%	0,91%
MAXIM INTEGRATED PRODUCTS INC.	4 536	USD	52,28	197 486,74	0,95%	0,91%
MC DONALD'S CORP.	2 010	USD	172,12	288 108,93	1,38%	1,33%
MERCK & CO INC. -NEW-	6 700	USD	56,27	313 964,86	1,50%	1,45%
METLIFE INC.	4 850	USD	50,56	204 210,53	0,98%	0,94%
MICROSOFT CORP.	10 150	USD	85,54	723 043,80	3,46%	3,33%
MOTOROLA SOLUTION	2 329	USD	90,34	175 218,07	0,84%	0,81%
NASDAQ INC.	2 750	USD	76,83	175 951,45	0,84%	0,81%
OCCIDENTAL PETROLEUM	3 500	USD	73,66	214 698,53	1,03%	0,99%
ORACLE CORP.	7 550	USD	47,28	297 271,82	1,42%	1,38%
PARKER-HANNIFIN CORP.	1 130	USD	199,58	187 812,62	0,90%	0,87%
PEPSICO INC.	3 179	USD	119,94	317 529,36	1,52%	1,47%
PFIZER INC.	11 610	USD	36,22	350 195,04	1,68%	1,62%
PHILIP MORRIS INTERNATIONAL INC.	3 558	USD	105,65	313 043,55	1,50%	1,45%
PHILLIPS 66	2 400	USD	101,15	202 165,22	0,97%	0,94%
PNC FINANCIAL SERVICES GROUP	1 840	USD	144,29	221 097,27	1,06%	1,02%
PPL CORP.	7 166	USD	30,95	184 699,95	0,88%	0,85%

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2017	Devise	Cours en devise	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif net
PROCTER & GAMBLE	4 819	USD	91,88	368 728,95	1,77%	1,71%
PRUDENTIAL FINANCIAL	2 150	USD	114,98	205 868,59	0,99%	0,95%
PUBLIC SERVICE ENTERPRISE GROUP INC.	4 914	USD	51,50	210 752,00	1,01%	0,97%
SABRE CORP.	9 708	USD	20,50	165 734,51	0,79%	0,77%
STANLEY BLACK & DECKER INC.	1 342	USD	169,69	189 643,55	0,91%	0,88%
TAPESTRY INC	4 753	USD	44,23	175 070,94	0,84%	0,81%
TARGET CORP.	3 580	USD	65,25	194 532,81	0,93%	0,90%
TEXAS INSTRUMENTS	2 897	USD	104,44	251 967,59	1,21%	1,17%
TIFFANY & CO	2 063	USD	103,95	178 588,32	0,85%	0,83%
TIME WARNER INC.	2 947	USD	91,47	224 485,42	1,07%	1,04%
UNION PACIFIC CORP.	2 510	USD	134,10	280 305,63	1,34%	1,30%
UNITED PARCEL SERV -B- INC.	2 403	USD	119,15	238 438,92	1,14%	1,10%
UNITED HEALTH GROUP INC.	2 035	USD	220,46	373 614,34	1,79%	1,73%
US BANCORP	5 400	USD	53,58	240 949,37	1,15%	1,11%
VERIZON	7 840	USD	52,93	345 578,95	1,65%	1,60%
VF CORP	3 010	USD	74,00	185 493,00	0,89%	0,86%
WASTE	2 771	USD	86,30	199 148,32	0,95%	0,92%
WYNDHAM WORLDWIDE CORP.	1 871	USD	115,87	180 540,28	0,86%	0,84%
				19 534 062,43	93,52%	90,34%
IRLANDE						
ACCENTURE PLC -A-	2 050	USD	153,09	261 354,51	1,25%	1,21%
EATON CORP. PUBLIC LTD CO	3 485	USD	79,00	229 276,32	1,10%	1,06%
MEDTRONIC PLC	3 850	USD	80,75	258 900,32	1,24%	1,20%
PENTAIR PLC	2 999	USD	70,62	176 373,57	0,84%	0,82%
				925 904,72	4,43%	4,29%
SUISSE						
CHUBB LTD	1 864	USD	146,13	226 837,38	1,09%	1,05%
				226 837,38	1,09%	1,05%
BERMUDES						
INVESCO LTD	6 600	USD	36,54	200 836,11	0,96%	0,93%
				200 836,11	0,96%	0,93%
Total Actions <i>Admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs</i>				20 887 640,64	100,00%	96,61%
TOTAL PORTEFEUILLE				20 887 640,64	100,00%	96,61%
DEPOTS ET LIQUIDITES				479 695,15		2,22%
Avoirs bancaires à vue				479 695,15		2,22%
DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS				252 043,17		1,17%
TOTAL DE L'ACTIF NET				21 619 378,96		100,00%

3.5. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	93,52%
IRLANDE	4,43%
SUISSE	1,09%
BERMUDES	0,96%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable et ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.6. REPARTITION ECONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
PHARMACIE - COSMETIQUE	10,60%
BANQUES	9,46%
INFORMATIQUE - REPRODUCTION	8,24%
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	6,55%
BIENS DE CONSOMMATION DIVERS	6,52%
IT & INTERNET	5,81%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	4,72%
PETROLE & DERIVES	4,30%
TELECOMMUNICATIONS	4,21%
CONSTRUCTION MECANIQUE	3,84%
DISTRIBUTION	3,62%
LOISIRS & TOURISME	3,04%
BOISSONS & TABACS	2,86%
SOINS & SERVICE DE SANTE	2,81%
SOURCES D'ENERGIE	2,75%
TRANSPORTS AERIENS	2,31%
DIFFUSION & EDITION	1,89%
PRODUITS FORESTIERS & PAPIERS	1,84%
ALIMENTATION & PRODUITS D'ENTRETIEN	1,52%
AGRICULTURE & PECHE	1,48%
BIOTECHNOLOGIE	1,30%
AERONAUTIQUE & DEFENSE	1,24%
TITRISATION (ABS & MBS)	1,21%
TRANSPORT & CIRCULATION	1,14%
DIVERS	1,10%
VEHICULES ROUTIERS	1,01%
COMPAGNIES D'ASSURANCE	0,98%
MATERIEL ELECTRIQUE - ELECTRONIQUE	0,97%
EQUIPEMENTS & SERVICES PROD. ENERGIE	0,95%
TEXTILE & HABILLEMENT	0,89%
PRODUITS CHIMIQUES	0,84%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable et ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1 ^{er} Semestre	2 ^e Semestre	Total
Achats	1 597 759,75	12 290 160,09	13 887 919,84
Ventes	2 227 864,48	2 067 736,20	4 295 600,68
Total 1	3 825 624,23	14 357 896,29	18 183 520,52
Souscriptions	356 583,47	12 725 951,42	13 082 534,89
Remboursements	396 122,39	1 830 791,85	2 226 914,24
Total 2	752 705,86	14 556 743,27	15 309 449,13
Moyenne de référence de l'actif net total	11 399 385,67	11 203 564,31	11 268 363,38
Taux de rotation	26,96%	-1,77%	25,51%

Le taux de rotation du portefeuille est un indicateur complémentaire de l'importance des frais de transaction et est repris dans le dernier rapport annuel. Ce taux est calculé conformément aux dispositions de l'annexe B, section II, de l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012. Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais à la Banque Degroof Petercam S.A. ayant son siège social 44 rue de l'industrie, 1040 Bruxelles et qui assure le service financier.

3.8. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
Classe	31 mars 2016			31 mars 2017			31 décembre 2017		
	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
R (Dis)	2 735	1 979	12 433	1 247	2 231	11 449	13 930	2 371	23 008
S (Dis)			39 226	165	39 226	165	0	20	145
TOTAL			51 659			11 614			23 153

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
Classe	31 mars 2016		31 mars 2017		31 décembre 2017	
	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
R (Dis)	2 306 455,10	1 622 193,38	1 135 041,16	1 968 965,14	13 082 534,89	2 208 503,84
S (Dis)			162 272,20	34 580 464,82	0,00	18 410,40
TOTAL	2 306 455,10	1 622 193,38	1 297 313,36	36 549 429,96	13 082 534,89	2 226 914,24

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
Classe	31 mars 2016		31 mars 2017		31 décembre 2017	
	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
R (Dis)	42 509 683,30	818,48	11 625 226,00	1 000,22	21 619 378,96	933,45
S (Dis)		824,29		1 052,67		985,46
TOTAL	42 509 683,30		11 625 226,00		21 619 378,96	

3.9. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

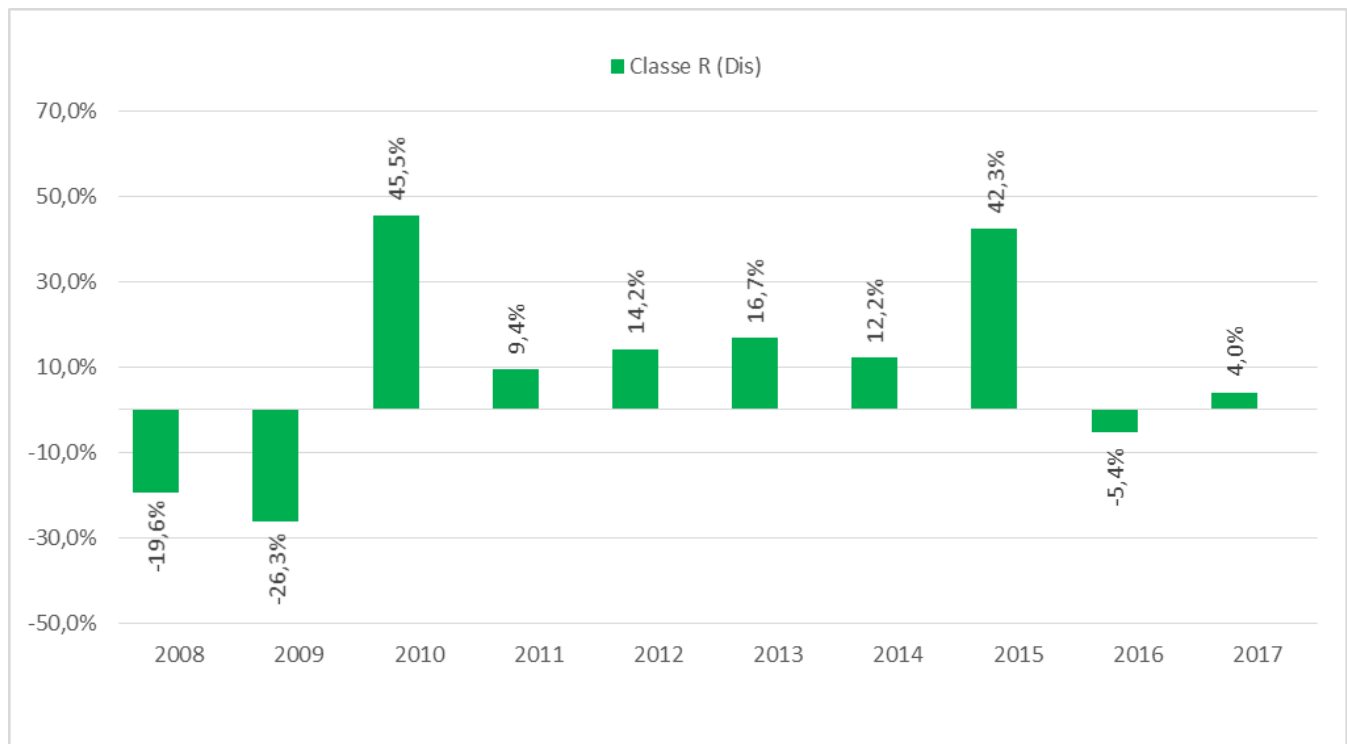
Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR):

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



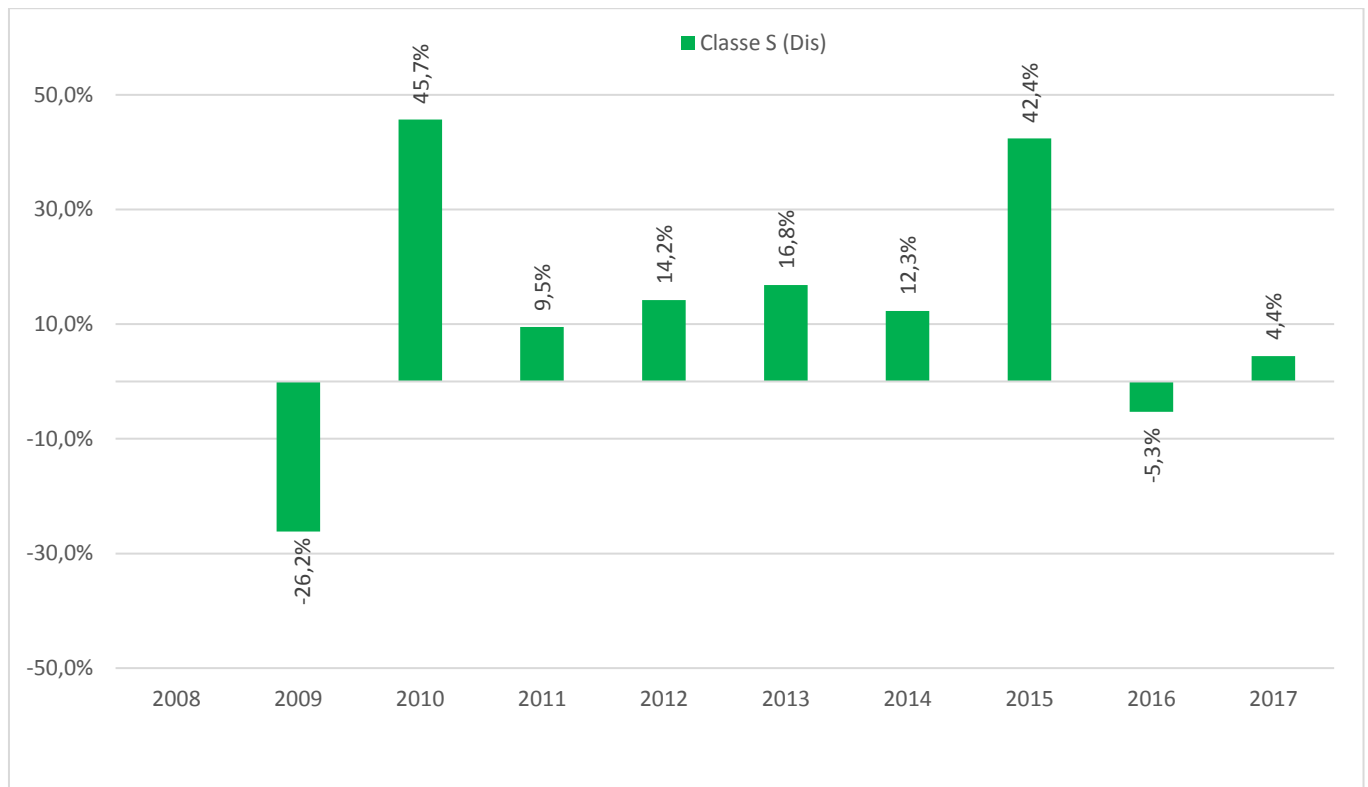
Compte tenu du changement de clôture, les performances présentées dans le graphique pour les années antérieures à 2017 sont celles au 31 mars de chaque année.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	3,99% (en EUR)	9,97% (en EUR)	16,36% (en EUR)	9,50% (en EUR)	06/02/2006	7,71% (en EUR)

Classe S (Dis)

Rendement annuel :



Compte tenu du changement de clôture, les performances présentées dans le graphique pour les années antérieures à 2017 sont celles au 31 mars de chaque année.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe S (Dis)	4,40% (en EUR)	11,75% (en EUR)	17,52% (en EUR)		10/03/2008	12,22% (en EUR)

3.10. FRAIS COURANTS

- Classe R (Dis) - BE0945859123: 0,93%
- Classe S (Dis) - BE0947859725: 0,55%

Le montant des frais courants communiqué est calculé conformément aux dispositions du Règlement 583/2010 de la Commission Européenne du 1^{er} juillet 2010.

Ces frais incluent les frais de transaction pris en charge par le compartiment lorsqu'il souscrit et/ou vend des parts d'un autre fonds mais n'incluent ni (i) les frais supportés par le compartiment lorsqu'il effectue des placements autres que souscriptions/ventes de parts de fonds ni, le cas échéant, (ii) la commission de performance.

Ces frais se basent sur les frais imputés dans la comptabilité des fonds durant un an avant la fin de la période sous revue.

En cas de changement de la structure de coût en cours d'exercice ou lorsque la classe d'action est émise pendant l'exercice comptable, le montant des frais courants communiqué est calculé sur base d'une estimation fondée sur le montant total attendu des frais annuels (lequel pourrait être déterminé par comparaison avec une classe similaire).

3.11. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

3.11.1. Dividendes bruts payés au titre de l'exercice

2005/2006		1,00	euro
2006/2007		6,40	euros
2007/2008		5,00	euros
2008/2009		3,20	euros
2009/2010		5,40	euros
2010/2011		16,00	euros
2011/2012		4,95	euros
2012/2013		11,52	euros
2013/2014		14,00	euros
2014/2015		35,00	euros
2015/2016		8,20	euros
2016/2017	Classe R (Dis)	67,70	euros
	Classe S (Dis)	71,30	euros

3.11.2. Affectation des résultats

Le résultat de l'exercice à affecter étant -218 115,09 euros, l'Assemblée Générale des actionnaires du compartiment DPAM DBI-RDT B Equities US décide de ne pas distribuer un dividende.